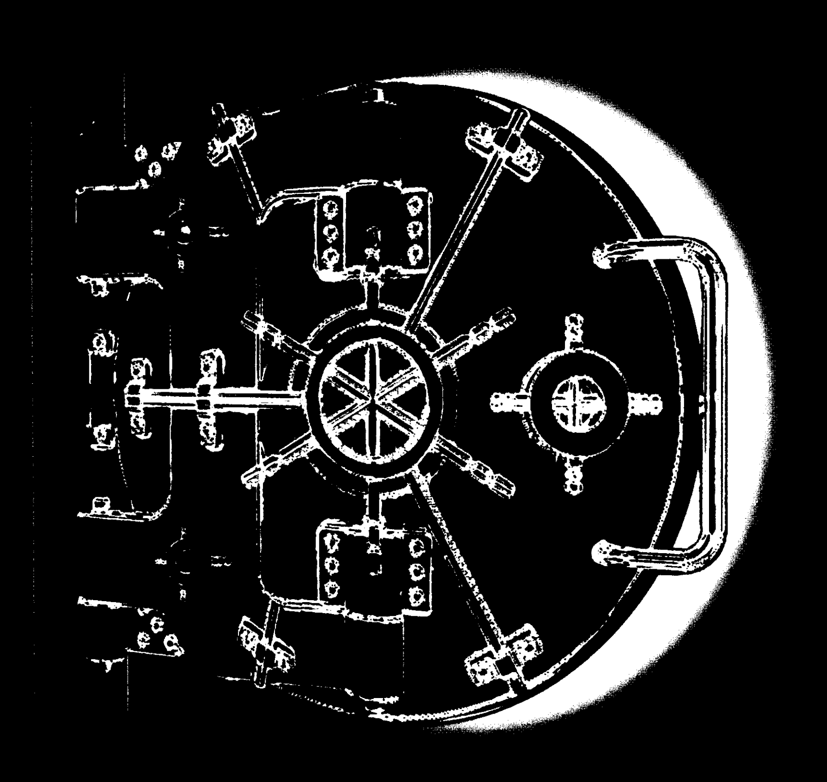
Antony C. Sutton

LE COMPLOT DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE



Éditions Nouvelle Terre

LE COMPLOT DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE

ANTONY SUTTON

Vous êtes-vous jamais demandé si les Peuples dits "souverains" de nos grandes nations industrielles, soi-disant démocratiques, jouissaient encore du droit essentiel de battre monnaie ?
Remarquable à cet égard, l'exemple de la Réserve Fédérale américaine, la banque centrale des États-Unis, montre bien à quel point le Peuple de cette nation s'est vu déposséder de ce qui constitue l'essence même de son économie.
C'est à travers une enquête aussi haletante qu'indiscutablement documentée, qu'Antony Sutton retrace pour nous les agissements frauduleux qui ont conduit le Congrès américain à voter une loi qui livrait les États-Unis pieds et poings liés à ses banquiers – ratifiée en 1913 par un Président Wilson qui devait tout de son ascension à Wall Street.
On restera en outre songeur en découvrant que ces manœuvres s'inspirèrent du modèle des banques centrales européennes de l'époque, dont les propriétaires on ne peut plus privés mirent un point d'honneur à conseiller et appuyer leurs collègues d'outre-atlantique.
Un livre clé qui éclaire d'un jour nouveau les problèmes de nos économies, par un auteur trop longtemps méconnu du monde francophone.

Maquette de couverture : Franck Leon <http://leonfranck.chez.tiscali.fr/peintures>



18,00 €

Éditions Nouvelle Terre

Antony C. Sutton

LE COMPLOT DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE

Traduit de l'anglais (États-Unis)

par Pierre Mazé

Éditions Nouvelle Terre

– Le monde en d'autres perspectives –

L'édition originale du présent ouvrage a été publiée en 1995 aux États-Unis,
par CPA Book Publishers, PO Box 596, BORING, OR 97007-596
Tél. : 1-503-668-4977 / E-mail : cpabooks@hotmail.com
sous le titre : "THE FEDERAL RESERVE CONPIRACY",
sous l'I.S.B.N. 0-944379-08-7

I.S.B.N. 978-2-918470-02-1

– Glujeau Vihan / F-29590 LOPÉREC / Tél. : 02.98.81.47.86 –
e-mail : nouvelle.terre@aliceadsl.fr
www.editionsnouvelleterre.com

Table des matières

CHAPITRE

1

La Banque des Banques

Depuis 1913, médias et politiciens se conduisent vis-à-vis de la "Federal Reserve Bank" comme s'il s'agissait d'une sorte de demi Dieu aussi inclassable qu'intouchable... Et il n'y a guère que les cinglés et autres dingues patentés pour critiquer la "Fed'". Le bon sens veut que toute attaque du "Federal Reserve System" par un quelconque individu est par nature vouée à l'échec, et qu'une enquête parlementaire concernant la Fed', aurait pour conséquence le chaos économique et un désastreux effondrement des cours de la Bourse.

Le Président Clinton en est récemment venu à nommer Alan Blinder à l'un des sept sièges du Conseil des Gouverneurs de la Banque. Blinder s'est alors empressé de se lancer dans une critique des actions de la Fed' comme quoi les taux d'intérêts étaient trop élevés et différaient de ce qu'édictait la politique établie par le président Alan Greenspan.

Le malheureux Blinder fut proprement mis sur la touche par la presse de l'Establishment, et il y a fort à parier qu'on lui conseilla vivement de se tenir à carreau, étant donné que depuis ce discours initial, il n'a de cesse de répéter qu'il ne saurait y avoir de différence entre le président Greenspan et

lui-même, et refuse de se fendre de toute explication supplémentaire quant à ce curieux *mea culpa*.

Il y a un énorme malentendu à propos de la Fed'. Le Président et le Congrès n'ont pratiquement aucune influence – si tant est qu'ils en aient – sur sa politique. Le Congrès a remis tous les pouvoirs monétaires entre les mains de la Fed' en 1913. La Fed' est une banque *privée* aux mains des banques, et elle paye des dividendes sur ses actions, propriété exclusive de ces mêmes banques. La Fed' est une banque de banquiers privés.

C'est cependant la politique de la Fed', et pas celle du gouvernement, qui constitue le facteur dominant de la croissance économique. La Fed' peut créer des emplois en libérant le crédit. Le gouvernement parle souvent de créer des emplois sauf qu'il ne peut en vérité que créer de la bureaucratie qui, plutôt que de promouvoir les entreprises, restreint ces dernières. C'est le secteur privé qui crée des emplois productifs, et ce même secteur privé est lourdement dépendant de la politique de la Fed' pour ce faire.

Le Congrès n'a jamais enquêté à propos de la Fed', et il y a peu de chances qu'il le fasse jamais. Personne ne regarde les comptes de la Fed' ; ceux-ci ne font pas l'objet du moindre audit et il n'y a pas le moindre bilan d'activité à être publié. Ainsi personne, et je dis bien *personne*, ne survit au fait de critiquer la Fed'.

Pourquoi, alors, tant de secrets et de précautions ? Tout simplement parce que la Fed' a un *monopole légal de la monnaie* qui lui fut attribué en 1913 par le Congrès, à travers une procédure aussi inconstitutionnelle que frauduleuse. Une grande

majorité des parlementaires n'a aucune idée du contenu de la Loi sur la Federal Reserve, ratifiée par un Président Woodrow Wilson redevable à Wall Street.

La Federal Reserve a le pouvoir de créer la monnaie. Créée à partir de rien, cette monnaie est fictive. Il peut ainsi s'agir de monnaie sous forme de création d'emprunts par le biais d'une fenêtre d'escompte, à travers laquelle d'autres banques prêtent en vertu du taux d'intérêt escompté, ou bien de billets de banque imprimés par le Trésor, vendus à la Fed' et payés par des fonds qu'elle a elle-même créés.

En résumé, c'est ce groupe privé de banquiers qui a le monopole de la planche à billets. Ce monopole échappe à tout contrôle et voit ses bénéfices garantis. Il n'a en outre à répondre à aucune question, pas plus qu'il n'a à présenter de comptes ou à remplir de déclarations annuelles.

Il s'agit d'un monopole de l'argent qui ne connaît aucune limite.

Le but de ce livre est d'expliquer comment ce monopole de l'argent a été établi. On a à l'évidence trompé le Congrès et le grand public, et on leur a menti au moment où les débats ont porté sur la Federal Reserve Bank. Pourquoi ce monopole a-t-il perduré ? Parce que les gens sont paresseux – et tant qu'ils sont raisonnablement satisfaits de leur petit univers individuel, il n'y a aucune raison qu'ils s'interrogent sur les actions de la Fed'. Et même si l'envie leur en prenait, rares sont les livres qui mettent véritablement les faits en lumière. Les universitaires n'ont que trop intérêt à protéger le monopole de la Fed'. Un livre

produit par un universitaire qui critiquerait la Fed' ne trouverait pas le moindre éditeur, et l'économiste qui l'écrirait aurait toutes les chances de ne pas obtenir de chaire universitaire.

Ce livre est le premier à détailler, heure par heure, les événements qui ont conduit à l'approbation de la loi de 1913 sur la Federal Reserve, ainsi que les décennies de travail et de projets secrets qu'ont investis les banquiers pour obtenir leur monopole de l'argent.



Caricature d'Ed Gamble parue en 1994 dans le *Los Angeles Times*

CHAPITRE

2

THOMAS JEFFERSON ET LES PUISSANCES DE L'ARGENT

Il est de mise parmi les universitaires contemporains d'ignorer les arguments fondamentaux qu'avaient les Pères Fondateurs de l'Amérique, notamment ceux de Thomas Jefferson, de James Madison et d'Andrew Jackson. Il ressort de ces arguments que la République et la Constitution sont continuellement menacées par ce qu'on appelle les "puissances de l'argent", un groupe d'autocrates – une "élite" dirait-on aujourd'hui – qui a manipulé le pouvoir politique national pour obtenir le monopole de l'émission de la monnaie.

Nos universitaires modernes ignorent même la principale raison pour laquelle Thomas Jefferson n'a pas voulu abandonner la politique : il s'agissait en l'occurrence de sauver les États-Unis – qui venaient de naître – de ces élitistes qu'il taxait de "monocrates" et de "monopolistes". C'était de fait ce monopole des banques que Jefferson considérait être la plus grande menace pour la survie de la République.

L'idéal jeffersonien, de ceux qui suscitent de

nos jours un sourire dédaigneux de la part des élitistes et des marxistes, correspondait à une république faite de citoyens équivalant à de petits propriétaires (que Marx appellerait plus tard "bourgeoisie", et que Nelson Rockefeller avait l'habitude d'appeler "paysans"), dotés d'un sentiment de conscience civique et attentifs aux droits de leurs voisins. Pour Jefferson, le meilleur gouvernement était le moins de gouvernement possible : c'était aux citoyens eux-mêmes d'assurer la protection des droits de leurs voisins. Si Jefferson rejetait les idées socialistes, il n'en rejetait pas moins le pouvoir de monopole de banquiers intéressés et craignait le sort qu'un pouvoir bancaire élitiste réserverait aux libertés des Américains. Voici ce qu'il en disait :

> *Si le peuple américain autorisait jamais les banques à contrôler l'émission de sa monnaie, par l'inflation d'abord, puis par la déflation, les autres banques et sociétés qui se développeraient ensuite autour d'elles priveraient le peuple de toutes ses possessions, jusqu'à ce que ses enfants se réveillent un jour sans foyer sur le continent conquis par leurs pères. Ce pouvoir d'émission de la monnaie devra être retiré aux banques, et rendu au Congrès et au Peuple, auxquels il appartient. Je crois sincèrement que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour les libertés que n'importe quelle armée de métier.*[1]

---

[1] *The Writings* {écrits} *of Jefferson*, vol. 7 (autobiographie, correspondances, comptes-rendus, messages, discours et autres écrits), Washington D.C. : Commission du Congrès, 1861, p. 685.

Le premier monopole bancaire privé

Les débats des Pères Fondateurs sur les banques et les puissances de l'argent illustrent l'éclatement des philosophies politiques des premiers Américains, en opposant Alexander Hamilton, d'une part, à Jefferson, Madison et Franklin, dits les "Jeffersoniens", d'autre part. Hamilton représentait la tradition autocratique proéminente en Europe, qui voulait qu'on obtienne à travers un monopole bancaire ce qu'on ne saurait conquérir politiquement. C'est Hamilton qui proposa, en décembre 1790, une loi à la Chambre des Représentants, qui garantissait une charte à la Banque des États-Unis, possession privée, créant ainsi le premier monopole privé américain de l'argent, prédécesseur du Federal Reserve System, également possession privée. C'est ce même Alexander Hamilton qui avait rédigé, quelques années plus tôt seulement, la charte destinée à la Banque de New York, la première de la ville de New York. Isaac Roosevelt, l'arrière-arrière-grand-père de Franklin Delano Roosevelt, en fut le second président de 1791 à 1796.

Cette proposition hamiltonienne d'une banque nationale constituait une charte destinée à un monopole privé – une garantie parlementaire dont seuls quelques privilégiés bénéficieraient. Seule la banque des États-Unis avait le droit d'émettre de la monnaie ; aucun impôt ne lui était applicable, et c'était le gouvernement américain qui était en dernier recours responsable de ses actions et de ses dettes. Comme le décrivait George Bancroft :

Hamilton recommanda une Banque

Nationale pourvue d'un capital de dix ou quinze millions de dollars, dont un tiers serait payé en argent véritable, et les deux autres tiers en capitaux européens et titres fonciers. Elle devrait être établie en tant que société de droit pendant trente années, durant lesquelles l'existence d'aucune autre banque, publique ou privée, ne serait autorisée. Son capital et ses dépôts devraient être exemptés de l'impôt, et les États-Unis dans leur ensemble deviendraient individuellement et collectivement responsables de la totalité de ses transactions. La source de ses bénéfices proviendrait de son droit unique à émettre une monnaie pour les États-Unis, à concurrence d'un montant équivalent au capital social de la banque.[2]

La réaction du public à cette garantie parlementaire d'un monopole bancaire privé à un groupe de citoyens privé fut acerbe. James Madison déclara ainsi :

Au cas où les billets de la banque proposée circuleraient universellement, ses bénéfices seraient si importants que le gouvernement serait en droit, pour garantir une telle charte, de recevoir une somme absolument considérable.

Il y a là d'autres défauts [...] et le droit d'établir des filiales bancaires ne devrait être confié à aucun ensemble d'individus sous le

[2] *The History of the Constitution of the United States*, New York : D. Appleton & Co., 1893, p. 31.

soleil.[3]

William McClay en fit une vigoureuse dénonciation au Sénat :

Lundi 17 janv. (1790). Je leur ai dit sans ambages que je ne me ferai pas l'avocat de ce système bancaire, et que je les assimilais à une machine à promouvoir les bénéfices d'individus improductifs ; [...] que tous les bénéfices de cette banque mériteraient d'appartenir au peuple, à condition qu'il ait été possible de faire l'avance du total des réserves dont elle est comptable.

Il me faut cependant faire remarquer dans le cas présent que le peuple s'est grossièrement fait abuser. Alors que c'est lui-même [le peuple (n.d.A.)] *qui a fait l'avance des espèces, ces individus* [les créateurs de la banque (n.d.A.)] *ont quant à eux fait l'avance des trois autres quarts en titres qui n'avaient pas plus de valeur de financement de la banque qu'autant de chaume ! En outre de cela, ces titres étant déjà soumis à intérêts, il était totalement injuste que d'autres papiers (monnaie) dussent être émis au crédit de titres rapportant de l'argent, ce qui équivalait à imposer le pays de manière supplémentaire.*[4]

---

[3] Hunt, Gaillard, *Writings* {écrits} *of James Madison*, vol. 6, New York : Geo P. Putnam's Sons, 1890, p. 371.

[4] *Journal of W. McClay, United States Senator of Pennsylvania, 1789*, mis en forme par McClay, Edgar S., New York : D. Appleton & Co., 1890, p. 371.

La proposition de Hamilton fut soumise à une commission sénatoriale. Mais cette commission comprenait Philip Schyler (beau-père de Hamilton) ; tous ses membres partageaient en outre la vision politique de Hamilton. Autrement dit, la commission était noyautée.

Le Président Washington soumit ensuite la loi à Thomas Jefferson (Secrétaire d'État) et à Edmund Randolph (Garde des Sceaux), qui la jugèrent tous deux inconstitutionnelle. L'avis de Jefferson quant à l'anticonstitutionnalité de la banque comprenait l'argument décisif suivant :

> *Je considère que la Constitution a été établie sur la base que "tous les pouvoirs qui ne seraient pas confiés aux États-Unis par la Constitution ni interdits par elle aux États, sont l'apanage des États, ou du Peuple".*
>
> *Faire ne serait-ce qu'un pas au-delà des frontières qui délimitent par conséquent les pouvoirs du Congrès, c'est se voir attribuer un ensemble infini de pouvoirs qui ne seront plus susceptibles d'être définis.*
>
> *Cette loi nous livre pieds et poings liés à la Banque Nationale, qui est libre de refuser tout arrangement où elle ne dicterait pas ses conditions, le peuple n'étant quant à lui pas libre de faire appel à une quelconque autre banque.*[5]

---

[5] *The Writings* {écrits} *of Jefferson*, vol. 7 , Commission parlementaire mixte, op. cit.

La banque de New York

Ce ne fut pas là la première proposition d'Alexander Hamilton pour une charte bancaire faisant le jeu des banques : cinq ans plus tôt, en 1784, Hamilton s'associa avec Isaac Roosevelt et d'autres pour créer la Banque de New York.

Il est proprement remarquable que les universitaires n'aient jamais souligné l'association de la famille Roosevelt avec la Banque de New York, la première banque fondée dans la ville de New York et l'une des toutes premières banques à être établies aux États-Unis. Il n'y eut ainsi pour la précéder que la Banque d'Amérique du Nord et la Banque de Pennsylvanie, qui furent fondées pendant la Guerre d'Indépendance.

La réunion qui fut à l'origine de la Banque de New York, se tint le 15 mars 1784 en présence des administrateurs suivants[6] :

Alexander McDougal (prés.)
Samuel Franklin
Robert Bowne
Comfort Sands
Alexander Hamilton
Joshua Waddington
Thomas B. Stoughton
William Maxwell
Nicholas Low
Daniel McCormick
Isaac Roosevelt
John Vanderbilt
Thomas Randall

Alexander Hamilton qui, comme nous l'avons vu, s'opposa farouchement à Thomas Jefferson et

[6] Dommett, Henry W., *Bank of New York 1784-1884*, New York : Putnam's Sons, 1884, p. 9.

aux traditions démocratiques jeffersoniennes de la politique américaine, fut dès le départ lié à la Banque de New York. Les structures de cette dernière furent de fait jetées sur le papier par ce même Alexander Hamilton. Étant donné que la plupart des administrateurs nouvellement élus de la banque étaient en outre peu coutumiers des entreprises bancaires, ce fut lui qui se procura une lettre d'introduction auprès de la Banque d'Amérique du Nord, qui leur fournit les informations et conseils nécessaires.

Jeremiah Wadsworth fut le premier président de la Banque de New York. Son mandat fut de courte durée et c'est ensuite Isaac Roosevelt qui fut élu président en mai 1786, avec William Maxwell comme vice-président. Les bureaux de la banque se trouvaient dans le vieil hôtel particulier des Walton sur Queens Street avec, directement de l'autre côté de la rue, la raffinerie de sucre Roosevelt occupant le numéro 159.

Le conflit d'intérêts est plus qu'évident dans le cas d'Alexander Hamilton, qui devint Secrétaire au Trésor en 1789, au moment où la Constitution des États-Unis entra en vigueur. Même si Hamilton ne fut pas tous les jours actif à la Banque de New York en tant que son directeur, il conseilla cependant William Seaton, le caissier de celle-ci, et en 1790, la Banque de New York fut nommée représentante du gouvernement américain pour la vente de 200.000 florins. Hamilton soumit dans le même temps au Congrès l'idée d'une Banque des États-Unis – un monopole bancaire privé.

Hamilton usa en outre de son influence sur le Cabinet pour empêcher la Banque des États-Unis d'éta-

blir une succursale dans la ville de New York, qui serait en concurrence avec la Banque de New York.

Il apparaît également que Hamilton essaya de faire de la Banque de New York la représentante exclusive du gouvernement américain pour l'État de New York. En janvier 1791, Alexander Hamilton écrivit ce qui suit à William Seaton :

> *Je ne ménagerai pas mes efforts pour donner à ce qui s'est mis en place une tournure qui sera favorable à une autre union, dont l'opportunité trouve à vrai dire clairement son illustration dans le présent état de choses. Mon désir est que la Banque de New York puisse à tout prix continuer à recevoir des dépôts collectés en billets de la Banque des États-Unis, et qu'elle puisse également se faire payer les billets hollandais en billets de la même sorte.*[7]

Plus loin dans la même lettre, Hamilton écrit ce qui suit :

> *Soyez assuré que si vous deviez subir des pressions, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour vous apporter mon soutien. Je considère qu'il relève directement de l'intérêt public d'aider une institution aussi valable que la vôtre à résister aux attaques d'une armée de désespérés tous complices, qui se doublent par trop souvent, je le crains, de joueurs dénués de tout scrupule.*

[7] Dommett, Henry W., op. cit., p. 41.

Alexandre Hamilton se montra également exagérément protecteur en 1791 lorsqu'une banque rivale fut proposée pour la ville de New York. Quand il eut vent du projet, il exprima vigoureusement sa désapprobation à William Seaton dans une lettre datée du 18 janvier 1791 :

> *C'est avec une peine incommensurable que j'ai appris qu'une nouvelle banque devait débuter ses activités dans votre ville. Quoi qu'il arrive, les conséquences ne sauraient en être que pernicieuses. J'espère sincèrement que la Banque de New York restera parfaitement sourde à toute coalition avec ce monstre nouvellement engendré ; tout cela fera naître, j'en suis plus que persuadé, une alliance renforcée, et les énergies associées de deux institutions solides éradiqueront sans effort ni violence cette excroissance récemment apparue. C'est confidentiellement que je m'adresse à vous en ces termes vigoureux, non pas que j'aie la moindre objection à ce que mon opinion soit connue en tant qu'inclination naturelle quant à une chose de la sorte.*[8]

Si l'on en croit l'*History of the Great American Fortunes* de Myers,[9] la Banque de New York "pénétra les milieux politiques avec virulence et combattit la diffusion des idées démocratiques avec des armes sordides, mais néanmoins efficaces". C'est Myers

---

[8] Ibid., p. 43.
[9] Ibid., p. 125.

qui affirme que la banque, comme ceux qui l'avaient fondée dans la tradition hamiltonienne, comprenaient parfaitement les dangers que les principes jeffersonniens faisaient courir à leurs intérêts de financiers.

Même en 1930, la Banque de New York incluait encore un représentant des intérêts des Roosevelt – W. Emlen Roosevelt faisait en effet partie du conseil d'administration de 1930, comme c'était le cas pour Cleveland Dodge, qui avait appuyé l'accession de Woodrow Wilson à la Présidence (voir plus loin), et Allen Wardwell, l'associé de J. P. Morgan dont l'influence avait compté lors la révolution bolchevique de 1917.[10]

La seconde Banque des États-Unis

Le 4 mars 1809, James Madison, un homme tranquille et sans prétention, accéda au poste de Président. En 1776, Madison était membre de la Convention de Virginie et fut alors nommé dans la Commission qui établit la Constitution et la Déclaration des Droits. En 1787, Madison devint membre de la délégation de Virginie à la Convention de Philadelphie et fit un ensemble de suggestions spécifiques quant à la Constitution, rassemblées dans ce qu'on appelle le "Virginia Plan". On peut à de nombreux égards qualifier Madison de "Maître d'œuvre de la Constitution". Il en ressort que la vision que Madison a des monopoles bancaires privés

[10] Sutton, Antony, *Wall Street and the Bolshevik Revolution*, New Rochelle : Arlington House Publishers, 1974.

est fondamentale. La charte de la Première Banque expira en 1811, et le Congrès refusa de reconduire une nouvelle charte pour des motifs d'inconstitutionnalité. Le message du Président Madison à la Nation reprenait l'argument de l'inconstitutionnalité de la Banque et contenait les commentaires suivants :

> *On peut considérer dans l'ensemble que les établissements proposés :*
>
> *1. jouiront du monopole des bénéfices d'une Banque Nationale pour une période de vingt années ;*
>
> *2. que les bénéfices monopolisés augmenteront continuellement du fait de la croissance de la population nationale et des richesses ;*
>
> *3. et que la nation sera, durant la même période, dépendante des billets de la banque en ce qui concerne la monnaie d'échange chaque fois que les métaux précieux seraient susceptibles d'être réclamés ; et*
>
> *4. à tout moment (la nation serait-elle dépendante des billets de la banque) d'autant de billets qu'il serait imaginable d'avoir en tant que substituts admissibles d'une monnaie d'échange ; et*
>
> *5. que l'utilisation massive des billets (de banque) pour la collecte des impôts supplémentaires permettra en outre aux banques d'augmenter considérablement la fructueuse émission de ceux-ci (des billets de banque), sans qu'elles n'aient à dépenser les capitaux en métaux précieux pour justifier la*

circulation de ces billets.

Il est ainsi aussi raisonnable que nécessaire que le gouvernement puisse, en contrepartie des extraordinaires concessions consenties à la banque, jouir d'une protection autrement plus importante – pour atteindre les buts officiels de cette institution – que celle qui est proposée dans cette Déclaration [...].[11]

La guerre de 1812 offrit un nouvel argument aux tenants de la banque – les peines d'argent nées de la guerre requéraient une aide financière sous forme d'une nouvelle banque nationale.

Face à l'urgence de la situation, la Chambre et le Sénat promulguèrent une loi qui créait la seconde Banque des États-Unis. James Madison ratifia cette loi le 10 avril 1816.

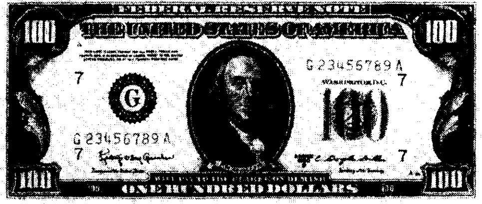
Woodrow Wilson honoré par le trust de l'argent

Les billets de la "Federal Reserve" (page suivante) ont une curieuse façon d'assortir leurs valeurs avec les Présidents. Le plus gros billet de la "Federal Reserve", celui de 100.000 dollars, est à l'effigie de Woodrow Wilson, un véritable ami du trust de l'argent. Le second dans l'ordre, le billet de 10.000 dollars, est quant à lui à l'effigie de Samuel Chase, le Secrétaire au Trésor de Lincoln, qui réussit à faire voter la loi sur la Banque Nationale pour le compte des argentiers.

[11] Hunt, Gaillard, *The Life and Writings of* {Vie et écrits de} *James Madison*, vol. 8, New York : Putnam's Sons, 1908, p. 327.

Ben Franklin écope du billet de 100 dollars, et Abe Lincoln de celui de 5 dollars. Le seul billet de la série de 1934 qui porte l'inscription "payable en or" est celui de 100.000 dollars, celui-ci n'étant utilisé que pour les transferts effectués entre les diverses succursales régionales de la "Federal Reserve".









CHAPITRE

3

ANDREW JACKSON : LE DERNIER DES PRÉSIDENTS ANTI-ÉLITISTES

La charte initiale concernant la seconde Banque des États-Unis était limitée dans le temps, ce qui n'est pas le cas pour l'actuel Système de Réserve Fédérale. Une nouvelle charte destinée à la (seconde) Banque des États-Unis, destinée à remplacer celle qui expirait, fut promulguée par le Congrès en juillet 1832 ; mais le Président Andrew Jackson se hâta d'y opposer son veto en lançant un message d'un intérêt historique fondamental.

De l'avis des universitaires contemporains, le veto de Jackson serait "légaliste, démagogique, et ayant tout du simulacre".[12] De fait, lorsqu'on lit aujourd'hui ce message, Andrew Jackson s'était clairement montré prophétique dans les mises en garde et arguments qu'il adressait au peuple

---

[12] Hammond, Bray, *Banks and Politics in America*, Princeton : Princeton University Press, 1957. On notera avec intérêt que Princeton, l'un des établissements de l'"Ivy League" *{ensemble des 8 grandes universités privées du nord-est américain}*, constitue l'un des piliers universitaires de l'"Establishment" et contribue à perpétuer cette interprétation à sens unique de l'Histoire.

américain. Dans son premier discours inaugural de janvier 1832, Jackson affirma sa position à propos de cette banque et du renouvellement de la charte :

> *Étant donné que la Charte de la Banque des États-Unis expirera en 1836 et qu'il est fort probable que ses actionnaires formuleront une demande de renouvellement de leurs privilèges, mon sentiment est qu'aux fins d'éviter les maux qui résulteraient d'une attitude précipitée quant à une mesure impliquant des principes de cette importance, il m'est impossible pour une question de justice vis-à-vis de nos électeurs et des parties intéressées, de la soumettre trop hâtivement à la considération réfléchie du corps législatif et du Peuple.*
>
> *La constitutionnalité de cette loi a largement été mise en cause [...] car elle garantit aux détenteurs de capitaux des privilèges exclusifs empreints de dangereux penchants. Une grande partie de nos citoyens conteste son opportunité [...] et l'opinion générale est que personne ne songerait à nier que notre grand objectif d'établir une monnaie saine et unique dans tous les États-Unis ait été un échec.*[13]

On peut trouver l'opinion personnelle d'Andrew Jackson sur la seconde Banque des É.-U., dans un mémorandum de janvier 1832 écrit de sa main.[14]

---

[13] Hamilton, James A., *Reminiscences*, p. 149.

[14] *Correspondence of Andrew Jackson*, Annotée et commentée par Bassett, John Spencer, Washington, D.C. : Carnegie Institution, 1929-32, vol. 4, p. 389.

Ce point de vue montre combien l'interprétation actuelle de la Constitution diverge du projet qu'avaient nos Pères Fondateurs. L'argument initial de Jackson est que tout "le pouvoir souverain réside dans le Peuple et dans les États" ; il fait ensuite valoir que dans des cas comme le pouvoir de garantir quelque chose à une entreprise, où le pouvoir en question n'est pas expressément accordé au gouvernement général (fédéral), "il ne saurait [alors] y avoir d'exercice tacite du pouvoir souverain, celui-ci devant être expressément accordé." Le mot clé est ici "pouvoir tacite". La Constitution ne fait ainsi état d'aucun pouvoir tacite.

Jackson continue avec l'argument qu'il est par "nécessité" éventuellement possible d'accorder le pouvoir de garantir une charte aux banques et aux entreprises, sauf que cela devra constituer une "nécessité positive échappant à toute complaisance". Et celle-ci ne vaudra alors qu'au sein des seize kilomètres carrés de Washington, D. C., eux-mêmes, le Congrès disposerait-il d'un pouvoir souverain de ce type. Jackson fait ainsi valoir ce qui suit :

> *Le fait que notre gouvernement devrait constituer une entreprise et y devenir partie prenante n'est compatible avec aucun des pouvoirs accordés. Nos Fondateurs étaient bien trop conscients de l'influence corruptrice d'un très riche monopole sur le gouvernement, visant à légaliser un monstre corrupteur de ce type par une quelconque garantie que la Constitution exprimerait ou laisserait entendre.*

Les formidables difficultés et l'énorme force politique auxquelles Jackson devait se heurter au cours de son combat contre le "monopole de l'argent" et son influence, transparaissent dans la lettre qu'il écrivit le 29 avril 1831 à Hugh L. White (vol. 4, p. 271) :

> *Les grands principes de démocratie que nous avons tous deux à cœur de voir restaurés au sein du gouvernement fédéral, ne sauraient l'être que par un Cabinet unifié qui œuvrerait à cette fin. Nous devrons en venir à lutter contre une nouvelle charte destinée à la Banque des États-Unis. Il faudra sans crainte s'opposer à l'influence corruptrice de la Banque sur le Peuple et le Congrès [...].*
>
> *Beaucoup se sont enrôlés dans ses rangs sans que vous ne les en eussiez jamais soupçonnés, et il est bien difficile, entre ceux qui voudraient délégitimer les hommes de la Banque et les hommes secrètement acquis à cette dernière, d'arriver à un Cabinet uni corps et âme autour de moi, dans la grande tâche de réformer démocratiquement l'administration de notre gouvernement.*[15]

En 1833, le combat concernant le renouvellement de la charte de la Banque dégénéra en un conflit opposant Andrew Jackson à William J. Duane, son

[15] Ibid., p. 271. Jackson n'était guère doué pour écrire. Plutôt que d'être un homme de lettres, c'était un homme d'action et de principes. Ses arguments sont cependant clairement repérables pour ceux qui auront des yeux pour les lire.

Secrétaire au Trésor, qui finit par provoquer la démission de ce dernier. Jackson voulait retirer de la Banque privée des États-Unis tout ce que le gouvernement y avait déposé, alors que Duane refusait de donner l'ordre de retirer ces dépôts.

Dans une lettre datée du 26 juin 1833 (vol. 5, p. 111), Andrew assortit sa demande de retrait des dépôts gouvernementaux de la Banque des États-Unis, d'une proposition selon laquelle on choisirait une banque dans chacune des diverses villes américaines pour lui confier les dépôts du gouvernement. Plusieurs banques d'État jouissant d'un bon crédit seraient préférables à la concentration des fonds gouvernementaux dans une banque unique nantie d'un monopole privé.

La lettre était accompagnée d'une feuille détaillant les points de vue de Jackson quant aux relations qui seraient possibles entre le gouvernement et la Banque des États-Unis, et à ce que serait l'avenir. On y trouvait cette affirmation sans détour :

> *Les concepteurs (de notre Constitution) étaient bien trop conscients de l'influence corruptrice d'un très riche monopole sur le gouvernement, qui avait pour but de légaliser un tel monstre corrupteur par une garantie ou une autre que la Constitution exprimerait ou laisserait entendre.*
>
> *Les sociétés bancaires représentent des courtiers à grande échelle ; serait-il ainsi véritablement possible de mettre en avant le fait que les concepteurs de notre Constitution aient voulu que notre gouvernement se transforme en un Gouvernement de Courtiers ? Si oui,*

les bénéfices de cette Boutique des Courtiers Nationaux doivent être assurés de se faire au profit de tout le Peuple, et pas seulement à celui de quelques riches capitalistes privilégiés, le plus grand nombre en étant totalement exclu.[16]

Une opinion qui rappelait qu'en décembre 1831, le Congrès avait fait une demande de renouvellement de la charte bancaire, Jackson ayant opposé son veto à une telle loi. Quand Jackson fut ensuite candidat à sa réélection, cela eut pour effet que ledit veto fut directement soumis aux électeurs, et en donnant leur approbation au Président, les gens condamnaient ainsi cette loi comme étant simultanément "inopportune et anticonstitutionnelle".

Autrement dit, l'argument de Jackson était que son veto avait déjà reçu l'approbation du peuple. Par conséquent, Jackson continuait en disant que : "Le devoir de la banque était de renoncer à ses intérêts de la manière qui pèserait le moins sur le marché de l'argent."

Jackson avait en mémoire le formidable et rapide accroissement de la dette du gouvernement vis-à-vis de la banque, qui avait augmenté de 28 millions de dollars, ou 66 pour cent, en l'espace de 16 mois. Il fit ainsi le commentaire suivant :

On ne saurait plus douter du motif de la considérable extension des prêts. Il est incontestable que c'était pour asseoir son pouvoir dans le pays et forcer le gouvernement

[16] Ibid., p. 92.

à lui accorder une nouvelle charte de par l'influence qu'auraient sur lui les emprunteurs.

Il est probable que ce soit là la première et dernière déclaration d'un Président américain à propos de ce que beaucoup soupçonnent aujourd'hui : que certaines banques (mais pas tous les banquiers) utilisent la dette comme une arme de contrôle politique. Nous ne pouvons y inclure tous les banquiers, car dans les pays catholiques par exemple, il est interdit aux banquiers d'utiliser la dette comme instrument de contrôle, pour des motifs religieux ; cela équivaudrait à de l'usure.

Jackson continue pour donner une brève idée des raisons qui le poussent à vouloir supprimer toute relation entre la banque et le gouvernement :

L'une des principales objections est que la Banque des États-Unis a un pouvoir tel qu'elle pourrait être tentée d'annihiler les banques des États, en particulier celles que le gouvernement pourrait choisir en tant que dépositaires de ses fonds, en provoquant ainsi une importante vague de faillite et de désespoir à travers tous les États-Unis.

Jackson pose ensuite un argument qui pourrait résonner de façon quelque peu étrange aux oreilles de lecteurs du 20e siècle :

La seule devise que la Constitution des États-Unis connaisse est représentée par l'or et l'argent. C'est par conséquent pour cette seule

devise que le Congrès s'est fait octroyer par elle un pouvoir de régulation.

Une chose qui laisse penser qu'Andrew Jackson aurait considéré ce monopole, aux mains de la banque privée qu'est l'actuel Federal Reserve System, comme anticonstitutionnel et, de fait, comme "Le Monstre Argent" dans sa nouvelle mouture.

L'ultime message du 4 mars 1837 du Président Andrew Jackson avait un contenu incroyablement prophétique – ce fut en outre la dernière fois qu'un Président américain était suffisamment indépendant des puissances élitistes présentes en coulisse, pour publiquement avertir les citoyens américains des dangers que courraient leurs libertés et moyens d'existence. Voici un extrait de cet ultime message de Jackson au peuple américain :

Le désespoir et l'inquiétude qui gagnèrent et agitèrent tout le pays quand la Banque des États-Unis s'attaqua au Peuple dans le but de l'obliger à se soumettre à ses revendications, ne doivent cependant pas tomber dans l'oubli. La nature aussi impitoyable qu'implacable qui présida à l'oppression de cités et de communautés entières, à la ruine et à l'appauvrissement de moult individus, ainsi qu'à la brusque transformation d'un décor de prospérité réjouie en une scène de ténèbres et d'abattement, devrait toujours rester gravée dans la mémoire du Peuple américain.

Si ce fut là son pouvoir en temps de paix, quel n'aurait-il pas été en période de guerre

avec l'ennemi à vos portes ? Il n'est pas de nation, sinon celle des hommes libres des États-Unis, qui eût pu sortir victorieuse d'un tel combat ; pourtant, si vous n'aviez pu vaincre, le gouvernement serait passé des mains de tous à celles de quelques-uns, et ce pouvoir organisé de l'argent vous aurait dicté, à partir de ses secrètes enclaves, le choix de vos plus hauts fonctionnaires, et obligé à faire la paix ou la guerre pour satisfaire au mieux ses propres désirs.[17]

En dépit du fait que Jackson rédigeât ledit message à l'adresse du Peuple américain, notre gouvernement est bien passé "des mains de tous à celles de quelques-uns". Les derniers étaient en outre déjà en train de dicter, "à partir de [leurs] secrètes enclaves", choix politiques, expansions et récessions, ainsi que guerres et paix.

Aux États-Unis, les Démocrates jacksoniens et la tradition "Whig" *{de l'expr. angl. "Whiggamore Raid" (1648) : appellation des partisans de la révolution américaine puis, en 1834, du parti d'opposition aux démocrates, prédécesseur du parti républicain (N.d.T.)}* de la politique américaine, furent les derniers vestiges d'une réflexion habituée aux puissances œuvrant en coulisse et à leur fonctionnement. De l'autre côté de l'Atlantique – en Angleterre –, ce furent les Cobdenites de Richard Cobden et John Bright qui essayèrent de maintenir semblable flambeau de liberté individuelle. Mais eux

---

[17] *Richardson's Messages*, vol. 4, p. 1523.

aussi échouèrent.

Au moment même où Jackson rédigeait son dernier message, on faisait l'évaluation des manifestes socialistes qui devraient être couchés sur le papier – non pas pour améliorer le sort de l'homme du commun, comme on aimerait nous le faire croire, mais en tant qu'instruments de mainmise des élites sur le pouvoir politique.

CHAPITRE

4

LE MANIFESTE SOCIALISTE DE ROOSEVELT

Les forces de ces "quelques-uns", à savoir l'Establishment élitiste, n'ont cessé de prendre de l'ascendant depuis le dernier message de Jackson en 1837. Le Président Martin van Buren essaya brièvement de juguler leur pouvoir mais échoua. Abraham Lincoln essaya à son tour de le faire mais échoua également. Tous les Présidents depuis Lincoln ont ensuite même négligé ne serait-ce que d'infléchir le pouvoir de cette élite.

On a d'un côté le "monopole de l'argent", qui contrôle le statu quo et les institutions dirigeantes et, de l'autre, la "révolution des attentes croissantes" artificiellement créée par les révolutionnaires socialistes, alors que le socialisme a de fait, en théorie et en pratique, été créé, soutenu et contrôlé par une dette et un pouvoir politique nés du "monopole de l'argent".

Nous nous pencherons dans ce chapitre sur un manifeste socialiste américain, prédécesseur du "New Deal" de Franklin Delano Roosevelt et rédigé en 1841 par Clinton Roosevelt. Clinton Roosevelt, l'un des cousins moins connus des Roosevelt,

descendait des Roosevelt de la banque de New York et pouvait être relié, à travers ses écrits socialistes, aux Roosevelt du 20e siècle. Nous décrirons ensuite, dans le chapitre cinq, un manifeste bien plus connu, à savoir celui de Karl Marx, également financé à partir des États-Unis.

C'est le "monopole de l'argent" qui crée et nourrit le socialisme. Commençons par examiner la validité d'une telle idée avec les Roosevelt, qui ont simultanément été banquiers et socialistes.

Pendant qu'une des branches de la famille Roosevelt développait la Banque de New York et l'usine de raffinage de sucre, une autre branche entreprenait de faire le choix de la politique, voire même de s'intéresser à ses aspects théoriques et philosophiques.

Bien longtemps, par exemple, avant que Franklin Delano Roosevelt ne devienne Président, James Roosevelt appartint au corps législatif de l'État de New York, en 1835, 1839 et 1840, fut membre des "Loco Focos" *{Démocrates}*, et se fit remarquer en s'opposant aux tentatives des "Whigs" d'éliminer la pratique du "bourrage des urnes" *{"ballot stuffing" ds. le txt. (N.d.T.)}*.[18]

Roosevelt n'était pas seulement puissant au sein du cercle interne de "Tammany Hall" *{bâtiment d'une institution liée au parti démocrate, la "Tammany Society" (N.d.T.)}*, mais "il jouait de fait", selon l'un de ses biographes, "le rôle d'agent de liaison entre le 'Hall' et Wall Street, transmettant les ordres

[18] Schriftgiesser, Karl, *The Amazing* {étonnante} *Roosevelt Family, 1613-1942*, New York : Wilfred Funk, 1942, p. 143.

des banquiers aux politiciens, et imposant impitoyablement ceux qui seraient nommés ou élus."[19]

James Roosevelt représenta dans les années 1840 ce lien entre les cercles internes de Tammany Hall et les banques de Wall Street, parmi lesquelles la propre banque des Roosevelt, celle de New York. Mais ce fut Clinton Roosevelt – né en 1804 –, le fils d'Elbert Cornelius Roosevelt, qui fournit un manifeste socialiste, quelques années avant que Marx ne plagiât les écrits du socialiste français Victor Considerant pour son "Manifeste du Parti Communiste" (cf. chapitre cinq).

Clinton Roosevelt était un cousin du 19e siècle de Franklin Delano Roosevelt et, soit dit en passant, également apparenté au Président Théodore Roosevelt, à John Quincy Adams et au Président Martin van Buren. La seule tentative littéraire de Clinton Roosevelt consiste en un livret rarissime qui date de 1841.[20] Il s'agit pour l'essentiel d'une discussion socratique entre son auteur, Roosevelt (c.-à-d. "quelques-uns"), et un "producteur" qu'on présume repré-

---

[19] Ibid., p. 142. L'examen des diagrammes des pages xi et xii du livre de Schriftgiesser indique que Franklin Delano Roosevelt, le soi-disant candidat antibanque de 1932, est également un descendant en ligne directe d'Isaac Roosevelt, le fondateur de la Banque de New York.

[20] Roosevelt, Clinton, *The Science of Government Founded on Natural Law {La science de la gouvernance fondée sur la Loi naturelle}*, New York : Dean & Trevett, 1841. Il existe deux exemplaires connus de ce livre : l'un se trouve à la bibliothèque du Congrès, à Washington, D. C., et l'autre à la bibliothèque de l'université de Harvard. L'existence du livre est censurée (c.-à-d. omise) dans la dernière édition du catalogue de la bibliothèque du Congrès, alors qu'elle était répertoriée dans l'édition plus ancienne de 1959 (à la p. 75). Un fac-similé de cette édition a été publié par Emanuel J. Josephson, comme faisant partie de son *Roosevelt's Communist Manifesto* (New York : Chedney Press, 1955).

senter le reste d'entre nous (c.-à-d. "la plupart").

Roosevelt propose un gouvernement totalitaire très semblable à celui de Marx, où toute individualité est noyée dans un collectif que dirige un groupe aristocratique élitaire (c.-à-d. "quelques-uns", ou "l'avant-garde" dans le jargon marxiste) qui conçoit et promulgue toute la législation. Roosevelt exigeait l'abandon de la Constitution pour remplir ses objectifs :

> *P. (producteur) : Mais ma question est à nouveau : abandonneriez-vous d'un seul coup les vieilles doctrines de la Constitution ?*
>
> *A. (auteur) : Pas le moins du monde. Pas tellement plus que quelqu'un qui, se trouvant sur un vaisseau qui fait eau, sauterait par-dessus bord pour échapper à la noyade. C'est là un navire qui a été assemblé à la hâte lorsque nous avons abandonné la bannière britannique, et on pensait à l'époque qu'il s'agissait d'une expérience à l'issue fort douteuse.*[21]

Le système rooseveltien dépendait "En premier de l'art et de la science de la coopération. C'est en l'occurrence le fait d'amener l'ensemble à produire pour notre bénéfice mutuel." C'est cette coopération, c.-à-d. l'aptitude à amener l'ensemble à produire dans l'intérêt de quelques-uns, qui constitue le thème général d'écrits et de prédications qui vont de Marx à l'actuelle Commission Trilatérale. Dans le schéma de Roosevelt, chaque homme s'élève dans

[21] Ibid.

l'échelle sociale à travers des degrés immuables et spécifiques, et est affecté à la catégorie de travail à laquelle il est le mieux adapté. Le choix de son activité est strictement limité. Selon les termes de Clinton Roosevelt :

> *Qui aura le devoir d'affecter les gens à chaque catégorie ?*
>
> *A. Le Grand Maréchal*
>
> *P. Qui sera responsable du fait que les individus affectés seront les plus qualifiés ?*
>
> *A. Une cour composée de physiologistes, de moralistes, ainsi que de fermiers et de mécaniciens qui devront être choisis par le Grand Maréchal et seront responsables devant lui.*
>
> *P. Contraindriez-vous un citoyen à se soumettre à leurs décisions quant au choix d'un métier ?*
>
> *A. Non. Si tout homme de bonne composition montrait quelque persévérance, il lui serait loisible d'essayer de trouver l'occupation la plus plaisante quant à ses goûts et sentiments.*[22]

Roosevelt inventa ensuite le Maréchal de la Création dont le travail est d'équilibrer la production et la consommation, ce qui ressemble fort à un planificateur en chef :

> *P. Quelle est la tâche du Maréchal de la*

[22] Ibid.

classe créatrice ou productrice ?

A. C'est d'estimer la quantité de produits et d'usines nécessaires à une production suffisante pour chaque département qu'il supervise. Lorsque les choses seront en marche, il devra rendre compte des surplus et des carences au Grand Maréchal.

P. Comment s'apercevra-t-il de ces surplus et carences ?

A. Les divers marchands lui rapporteront l'offre et la demande dans chaque catégorie d'activité, comme nous le verrons par la suite.

P. Je m'aperçois qu'on a dans cette classe l'agriculture, l'industrie et le commerce. Quelle est alors la tâche du Maréchal de l'agriculture ?

A. Il devra superviser quatre régions, ou, si ce n'est pas le cas, ce sera au commerce extérieur de pallier les insuffisances.

P. Quelles quatre régions ?

A. La tempérée, la chaude, la région aride et la région humide.

P. Pourquoi les diviser ainsi ?

A. Parce que les produits de ces diverses régions requièrent différents systèmes de culture et sont proprement soumis à des mentalités distinctes.[23]

Soixante-quinze ans plus tard, en 1915 donc, Bernard Baruch conçut un projet de Comité de Mobilisation de la Défense sur la requête du Président Woodrow Wilson. Ce projet Baruch devint par la suite

[23] Ibid.

le "War Industries Board" *{Comité des Industries de Guerre}*, qui absorba et remplaça le vieux "General Munitions Board" *{Comité Général des Munitions}*. Le concept du War Industries Board était similaire à celui des Cooperative Trade Associations *{Groupements Coopératifs de Vente}*, un dispositif que Wall Street désirait depuis longtemps aux fins de contrôler les rudesses indésirables de la concurrence sur les marchés – qui ressemblait fort au projet de 1841 de Clinton Roosevelt : comités de l'industrie, des grosses et petites entreprises, tous représentés à Washington, et accueillant en retour des représentants de Washington chez eux... Ce qui allait constituer la colonne vertébrale de toute la structure.

En mars 1918, le Président Wilson, agissant sans aucun mandat du Congrès, avait doté Bernard Baruch de plus de pouvoir qu'aucun autre individu ne s'en était vu accorder dans toute l'histoire des États-Unis. Avec Baruch en tant que président, le War Industries Board devint responsable de la construction de toutes les usines, de tout l'approvisionnement en matières premières et substances diverses, et de l'ensemble des transports, toutes ses décisions finales étant du ressort du président Baruch lui-même.

Le War Industries Board (WIB) fut l'organisme précurseur de la "National Recovery Administration" (NRA) *{Administration de Relance Nationale}* de 1933, et certains membres de l'élite industrielle de la WIB de 1918, nommés par Baruch – Hugh Johnson par exemple –, trouvèrent des niches administratives dans le projet de NRA de Roosevelt. Une comparaison entre le "New Deal" de F. D. Roosevelt, en réalité rédigé par Gerard Swope de

la General Electric, et les schémas plus anciens de 1841 de Clinton Roosevelt montrent qu'ils sont remarquablement semblables.

Clinton Roosevelt – ***The Science of Government***
(New York, 1841)

Il s'agit là d'un projet d'État totalitaire, dépourvu de droits individuels et dirigé par un *Establishment* élitaire. Clinton Roosevelt était de fait un cousin de Franklin Delano Roosevelt. Le livre a été supprimé dans l'actuel catalogue de la bibliothèque du Congrès, alors qu'on le trouvait encore dans son édition plus ancienne de 1959.

THE

SCIENCE OF GOVERNMENT,

FOUNDED ON

NATURAL LAW.

BY

CLINTON ROOSEVELT.

NEW YORK:
PUBLISHED BY DEAN & TREVETT,
121 FULTON STREET.
1841.

Entered according to Act of Congress, in the year 1841, by
CLINTON ROOSEVELT,
In the Clerk's Office of the District Court for the Southern
District of New York.

CHAPITRE

5

KARL MARX ET SON MANIFESTE

L'État providence moderne tel qu'il existe aux États-Unis est remarquablement semblable à ce que décrit *Le Manifeste du parti communiste*, que Karl Marx est supposé avoir rédigé en 1848. Depuis Woodrow Wilson, les dix points du manifeste de Marx – un programme conçu pour le renversement de la classe moyenne bourgeoise (pas des grands capitalistes) – ont été mis en œuvre par les gouvernements démocrates ou républicains qui lui ont succédé, sous les conseils d'un Establishment auto-perpétué.

Le grand ennemi de Marx était constitué par la classe moyenne, la bourgeoisie. Marx voulait confisquer les possessions de cette classe moyenne, à la faveur d'une révolution menée par ce qu'on appelle la classe ouvrière ou prolétariat. Malheureusement pour Marx, la classe ouvrière n'a jamais vraiment eu de sympathie pour la révolution communiste, comme nous l'avons vu dans les révoltes des années 1980. D'un point de vue pratique, la révolution communiste est menée par une poignée de communistes. Comment une révolution peut-elle être faite et maintenue au pouvoir par un aussi petit groupe ? Seulement

parce que les communistes ont bénéficié de l'aide de la classe dite "dirigeante" – les banquiers et les capitalistes. L'aide et le soutien en question ne se sont pas démentis, du financement du manifeste de Marx en 1848, à la fin du 20e siècle, où une administration dominée par David Rockefeller apporte son aide aux révolutions communistes et aux révolutionnaires d'Amérique centrale, d'Angola et du Mozambique.

Commençons par le manifeste de 1848, où Marx voulait confisquer les possessions de la classe moyenne. Dans son manifeste, il exprimait son objectif comme suit :

> *En premier lieu, ceci ne peut naturellement être obtenu qu'en contrecarrant despotiquement les méthodes bourgeoises de production ; c'est à dire par des mesures qui semblent économiquement inadéquates et intenables, mais dont les effets sont d'une portée considérable, et sont nécessaires pour révolutionner l'ensemble du système de production.*[24]

Afin de provoquer cette confiscation "despotique" des possessions de la classe moyenne, Marx établit comme suit un programme de "mesures" en dix points :

> *Ces mesures différeront évidemment d'un pays à l'autre. Dans les pays les plus développés, elles prendront généralement les*

[24] Ryazinsky, *Communist Manifesto*, New York : Russel & Russell, Inc., 1963, p. 52.

formes suivantes :

Expropriation de la propriété foncière et utilisation de rentes foncières pour couvrir les dépenses de l'État.

Un impôt sur le revenu fortement progressif.

Abolition du droit d'héritage.

Confiscation des possessions de tous les émigrés et rebelles.

Centralisation du crédit entre les mains de l'État au moyen d'une banque nationale nantie d'un capital d'État et d'un monopole exclusif.

Centralisation des moyens de transport entre les mains de l'État.

Multiplication des usines et des moyens de production nationaux, culture des terres non cultivées, et amélioration des terres cultivées conformément à une planification générale.

Obligation universelle et égalitaire de travailler ; constitution d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture.

Agriculture et industrie urbaine devront travailler main dans la main, de manière à supprimer, étape après étape, la distinction entres villes et campagnes.

Enseignement public et libre pour tous les enfants. Abolition du travail des enfants en usine sous sa forme actuelle. Enseignement et production matérielle devront être combinés.[25]

Comme nous le verrons plus loin, les dix points

[25] Ibid.

de Marx quant à la destruction de la classe moyenne ont pratiquement été réalisés aux États-Unis. Le 16e Amendement, par exemple (l'impôt sur le revenu), est un concept politique archaïque qui nous ramène historiquement quelque 4000 ans en arrière, au temps des pharaons d'Égypte.

Pour les pharaons et leurs conseillers élitistes, l'entrepreneur, l'homme d'affaires et les travailleurs d'Égypte, qui produisaient les richesses de cette civilisation, n'étaient en quelque sorte pas compétents pour gérer ces richesses.

Voici ce que disaient ces conseillers élitistes et le pharaon : "Regardez, nous allons vous obliger, vous, le peuple, à faire ce que vous devriez faire. Parce qu'après tout, nous sommes omnipotents ; nous nous tenons ici au-dessus de vous en vous couvrant tous de notre regard, et nous sommes en mesure de décider ce qu'il y a de mieux pour vous. Bien mieux que si chacun décidait individuellement pour lui même. Nous allons vous forcer à adopter un programme étatique de retraite, de manière à ce que, atteignant l'âge de la retraite, vous puissiez vous arrêter de travailler avec quelque dignité. Nous allons vous obliger à faire ce que nous savons que vous devriez faire, parce que nous savons que vous ne le ferez pas si vous êtes livrés à vous-mêmes. Nous allons également vous obliger à adopter un programme étatique de stockage de la nourriture. Nous allons stocker le grain dans les greniers de l'État parce que nous savons que vous n'en avez pas la compétence – vous n'êtes pas capables de stocker de la nourriture par vous-mêmes.

Nous savons en plus de cela que vous n'êtes pas capables de prendre soin de votre santé, nous allons

par conséquent vous obliger à adopter un programme médical étatique. Nous connaissons l'importance de la santé et nous savons que vous n'êtes pas suffisamment responsables où aptes quand il s'agit de prendre soin de vous-mêmes. Nous allons vous y obliger dans votre propre intérêt supérieur."

La méthode utilisée pour remplir ces objectifs consistait à retenir un cinquième de la production d'Égypte. Si vous revenez aux écrits de l'Ancien Testament, il y est mentionné "Que le pharaon avait décidé de prélever un cinquième de la production d'Égypte et de le stocker dans des greniers pour le bien de tous."

Le partisan moderne de la philosophie du pharaon n'est autre que Karl Marx avec son Manifeste du parti communiste. Ce manifeste est devenu le document économique le plus significatif du 20e siècle. Son importance réside dans le fait regrettable que le Manifeste en question est aujourd'hui le phare économique de nos dirigeants, de la branche exécutive de notre gouvernement et, dans la plupart des cas, des responsables des deux partis de notre pays, qui œuvrent à la promotion et à l'établissement des mesures de ce manifeste.

Ce que stipule essentiellement le Manifeste, c'est qu'au moment où vous aurez mis en œuvre ces dix programmes dans n'importe quel système de libre entreprise, le "capitalisme" aura été détruit et remplacé par un État communiste. Voici ce qu'écrivait Marx :

> *Le pouvoir politique est à strictement parler l'utilisation organisée de la force par*

une classe pour maintenir une autre classe dans l'assujettissement. Quand le prolétariat s'agrège par nécessité en une classe unique lors de son combat contre la bourgeoisie, et fait de lui-même la classe dirigeante au moyen d'une révolution, il balaye par la force des choses le vieux système de production.

La deuxième mesure du Manifeste de Marx s'articule comme suit : *Un impôt sur le revenu lourd et progressif, ou échelonné.*

Celle-ci est ainsi devenue le 16e Amendement de la Constitution américaine, une loi qui régit notre pays depuis 1913.

Plus tard au cours de l'année 1913, nous avons assisté au vote de la loi sur la Federal Reserve. Il est assez intéressant de voir que l'idée de ce programme figure dans le programme de Karl Marx en tant que 5e mesure de son Manifeste du parti communiste, laquelle en est peut-être le point le plus important. Voici comment s'articule cette cinquième mesure : *Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une Banque Nationale nantie d'un capital d'État et d'un monopole exclusif.*

En d'autres termes, Marx proposait un schéma qui était exactement le même que celui de la Première Banque des États-Unis, avec l'établissement d'un système bancaire central à réserve fractionnée, qui copiait le modèle existant des banques centrales européennes.

Karl Marx vu comme un plagiaire

Marx était un homme brillant. C'était loin d'être un imbécile. Il savait que s'il pouvait placer sous le contrôle d'un petit groupe d'hommes la faculté de maîtriser l'émission de monnaie et de crédit de chaque nation, il pourrait pratiquement développer ou ruiner ces économies à volonté. En ayant une connaissance anticipée des politiques économique et monétaire, des milliards de dollars de richesses pourraient être transférés d'un groupe à un autre, de la classe moyenne en difficulté à l'élite dirigeante. Pour mener cette nécessaire propagande, et ce, au milieu du 19e siècle, le pamphlet représentait un moyen efficace.

Il y a une caractéristique bien plus intéressante de ce court Manifeste, qui a presque été totalement ignorée de la part des universitaires, à savoir que celui-ci ne favorise pas le moins du monde la classe ouvrière, la classe moyenne ne l'étant quant à elle certainement pas, étant donné qu'on vise son élimination.

Ce Manifeste donne les grandes lignes d'un contrôle élitaire. Il promeut la prise du pouvoir économique et politique par une élite. Et si nous regardons d'où provient le soutien apporté à Marx, il était clair, même dans les années 1840, que le bénéfice en irait de toute évidence à l'élite.

Il est certain que Marx avait été payé pour écrire son Manifeste, comme nous le verrons par la suite. En plus de cela, le Manifeste en question plagiait un obscur socialiste français du nom de Victor Considerant,, dont l'ouvrage, intitulé *Principes du socialisme : Manifeste de la démocratie au dix-*

neuvième siècle, fut publié en 1843. La seconde édition de l'œuvre de Considerant fut publiée à Paris en 1847, un an avant le *Manifeste du parti communiste* et à l'époque où Marx et Engels y vivaient encore.

Le plagiat fut découvert par W. Tcherkessof, un écrivain encore plus obscur, et révélé avec des détails précis dans ses *Pages of Socialist History.*

Mais laissons Tcherkessof nous expliquer avec ses propres termes le plagiat commis par Marx :

> *Je me suis trouvé stupéfié, indigné et même humilié quand j'ai eu l'opportunité, il y a environ un an, de lire l'ouvrage de Victor Considerant, "Principes du socialisme : Manifeste de la démocratie au dix-neuvième siècle", écrit en 1843, la seconde édition ayant été publiée en 1847. Et il y avait de bonnes raisons pour cela. Dans un pamphlet de 143 pages, Victor Considerant exposait avec sa clarté habituelle toutes les bases du marxisme, de ce socialisme "scientifique" que tous les parlementaires désirent imposer à l'ensemble du monde. À proprement parler, la partie théorique, dans laquelle Considerant traite des questions de principe, n'excède pas les 50 premières pages ; le reste est consacré à la célèbre persécution menée par le gouvernement de Louis-Philippe contre le journal des Fouriéristes, "La démocratie pacifique", que les jurés de la Seine firent supprimer. Mais dans ces 50 courtes pages, le célèbre Fouriériste nous donne à lire, à la manière d'un véritable maître, des synthèses si profondes, si claires et si brillantes que même*

une infinisétimale portion de ses idées contient déjà dans son ensemble toutes les lois et théorie marxiennes – y compris la fameuse concentration du capital et la totalité du "Manifeste du parti communiste". Cela à un point tel que toute la partie théorique, à savoir les chapitres un et deux dont Engels dit lui-même "qu'ils sont dans leur entier plus exacts que jamais aujourd'hui", a tout simplement été empruntée. Ce "Manifeste", cette Bible de la démocratie révolutionnaire légitime, n'est qu'une très médiocre paraphrase de nombreux passages du "Manifeste" de V. Considerant. Marx et Engels ne se sont pas seulement contentés de trouver le contenu de leur "Manifeste" dans le "Manifeste" de V. Considerant, mais nos imitateurs en ont en outre gardé la forme et les titres.

Le paragraphe deux du second chapitre porte le titre de "La situation présente et '89 ; la bourgeoisie et les prolétaires". Le titre du premier chapitre de Marx et Engels n'est autre que "Bourgeois et prolétaires".

V. Considerant examine au nom de la démocratie divers partis socialistes et révolutionnaires, et ses paragraphes portent les titres de :

"La démocratie stagnante" ;

"La démocratie rétrograde" ;

"Le parti socialiste dans la démocratie rétrograde"

Les titres de Marx et Engels sont :

"Le socialisme réactionnaire"

"Le socialisme conservateur ou bourgeois"

> *"Le socialisme et le communisme critico-utopiques"*
>
> *Comment ne pas penser que tous ces titres appartiennent au même et unique ouvrage ? Nous nous apercevrons en comparant leurs contenus que ces deux manifestes sont en réalité identiques.*[26]

Ligne après ligne, Tcherkessof démontre que Marx n'est qu'un vulgaire voleur. Le grand Marx, ce Marx qu'on adule, ne vaut ainsi guère mieux qu'un médiocre écolier !

L'énorme influence que Karl Marx et Friedrich Engels ont eue sur l'histoire du monde ne reste plus à démontrer. Pourtant, la nature "empruntée" des idées marxiennes a paradoxalement toujours été ignorée.

Mais qu'en est-il de Friedrich Engels, le collaborateur de Marx ? Le peu de soin que Engels avait apporté à son travail a été documenté dans l'introduction de *Condition of the Working Class in England {Condition de la classe ouvrière en Angleterre}* de W. O. Henderson et W. H. Chaloner (Basil Blackwell, Oxford, 1958).

En 1848 déjà, Bruno Hildebrand avait quant à lui dressé une critique détaillée du livre de Engels, notamment de son interprétation tendancieuse de comptes-rendus du gouvernement britannique. Engels voulait prouver quelque chose et déformait les faits pour effectuer sa démonstration. Henderson et Chaloner faisaient en outre remarquer que "c'était

[26] Tcherkesoff, W., *Pages of Socialist History*, New York : Cooper, 1902, p. 56.

parfois l'imagination très vive de Engels qui faisait office de faits". Voici par exemple ce que nous trouvons à la page 118 du livre de Henderson :

Lors d'une enquête parlementaire, l'expert médico-légal de Nottingham avait affirmé en guise de preuve qu'un pharmacien avait admis avoir utilisé 659 kilos de mélasse en un an pour la confection du "Godfrey's Cordial". Mais dans l'édition de 1887 de Engels, cela devint "utilisa 659 kilos de laudanum en un an pour la préparation du 'Godfrey's Cordial'".

Le laudanum est bien sûr de la teinture d'opium et n'a rien à voir avec de la mélasse. La conséquence en était que les enfants de la classe ouvrière avaient été drogués !

Les mécènes de Marx

D'où Karl Marx tenait-il son argent ? De quoi vivait-il ? On découvre en enquêtant que ses fonds provenaient principalement de quatre sources, et que chacune de ces quatre sources peut être reliée aux élites régnantes d'Allemagne et des États-Unis.

L'intermédiaire commis au financement de l'impression du "Manifeste" n'était autre que Jean Laffite, un pirate de Louisiane qui, entre autres occupations tardives, espionnait pour le compte de l'Espagne et jouait le rôle d'émissaire pour un groupe de banquiers américains.

Les preuves de cette distorsion de notre histoire

contemporaine se sont vues ignorées par les historiens modernes, bien que ces documents, authentifiés par la bibliothèque du Congrès et d'autres sources, soient accessibles depuis quelque 30 années.

Il est ainsi extraordinaire que les premiers universitaires à avoir fait état de ces sources de financement pour Marx écrivaient en français, et pas en anglais ! C'est un livre français de Georges Blond, intitulé *Histoire de la flibuste*, qui contient la remarquable histoire d'un Karl Marx ami de Jean Lafitte le pirate, qui "finança l'impression du 'Manifeste du parti communiste'." D'où Blond obtint-il cette information ? Celle-ci provenait de deux livres imprimés à compte d'auteur et publiés à la Nouvelle-Orléans par Stanley Clisby Arthur, à savoir *The Gentleman Rover* et *The Journal of Jean Laffite*. Les livres en questions contiennent des documents originaux décrivant les rencontres entre Marx et Laffite, ainsi que la méthode utilisée pour financer le "Manifeste".

Maintenant, si vous consultez bien sûr le nom de Jean Laffite dans l'*Encyclopedia Britannica*, vous y apprendrez que celui-ci mourut en 1823 et qu'il ne pouvait de ce fait pas avoir été en mesure de financer Marx en 1847 et en 1848. Malheureusement, le *Britannica* se trompe à ce sujet, comme pour bien d'autres. Laffite entra dans la clandestinité autour de 1820 et connut une longue et passionnante existence en tant qu'émissaire d'hommes d'affaires et de banquiers américains.

Le travail clandestin d'émissaire de banquiers américains de Laffite est mentionné dans *The Journal* :

Nous employâmes quatre hommes en tant qu'agents secrets pour espionner et rapporter toute conversation pertinente, et rendre oralement compte de tout nouvel événement. Nous nous acquittâmes parfaitement de notre mission secrète. Nous avions seulement deux navires opérant sous contrat privé avec des banques de Philadelphie. Nous décidâmes et fîmes le serment de ne jamais fréquenter les saloons ou utiliser deux fois le même trajet, comme de ne jamais retourner en Louisiane, au Texas, à Cuba ou dans un quelconque pays hispanophone.[27]

Dans le même *Journal*, nous trouvons la mention suivante en date du 24 avril 1848 :

Mes entrevues étaient brèves mais directes. Je vivais à Paris dans la demeure de M. Louis Bertillon, et parfois dans des hôtels. Je rencontrai M. Michel Chevreul, M. Louis Braille, M. Augustin Thierry, M. Alexis de Tocqueville, M. Karl Marx, M. Frédéric Engels, M. Daguerre et bien d'autres encore.[28]

Puis Laffite continue avec cette phrase révélatrice :

Personne ne connaissait les vraies raisons de ma mission en Europe. J'ouvrais un compte

[27] *The Journal of Jean Laffite* (L'histoire du pirate-patriote par lui-même), New York : Vantage Press, 1958, p. 126.
[28] *The Journal of Jean Laffite*, op. cit., p. 132-133.

dans une banque parisienne, un crédit en dépôt fiduciaire destiné à financer deux jeunes hommes, M. Marx et M. Engels, afin de les aider à déclencher la révolution des ouvriers du monde entier. Ils sont actuellement en train d'y travailler.[29]

Ainsi, nous y voilà. Jean Laffite était l'agent de banques américaines intéressées et a ainsi mis en place le financement du "Manifeste". Le lecteur trouvera dans *The Journal* d'autres noms en vue comme Dupont, Peabody, Lincoln et ainsi de suite.

Alors que Jean Laffite se trouvait à Bruxelles, il écrivit longuement à son ami artiste De Franca, de Saint-Louis dans le Missouri, à propos du financement de Marx. Voici sa lettre, datée du 29 septembre 1847 :

Je quitte Bruxelles pour Paris ; dans trois ou quatre semaines, je me rendrai à Amsterdam puis me mettrai en route pour l'Amérique. J'ai eu un certain nombre de conversations avec M. Marx et M. Engels, mais j'ai refusé de participer aux conférences avec les autres débatteurs pour composer le "Manifeste", car je ne souhaite pas être considéré comme l'un des leurs.

M. Engels va venir avec moi à Paris pour que j'établisse, longtemps à l'avance, un calendrier de financement pour M. Marx et lui-même, de manière à ce qu'ils continuent leurs manuscrits et mettent "Capital et Travail" en forme. Il

[29] Ibid.

me semble depuis le début que les deux jeunes hommes sont eux-mêmes doués et doté, je le crois fermement, de la plus haute intelligence ; j'en veux pour preuve les recherches statistiques concernant leurs découvertes à propos de "La catégorie du Capital", de la valeur, du prix et du profit.

Ils ont mis à jour une époque oubliée de l'exploitation effrénée de l'homme par l'homme. Ils ont découvert que depuis le serf, l'esclave féodal et l'esclave salarié, c'est l'exploitation qui est à la base de tous les maux. Cela a pris un long moment de préparer "Le manifeste des travailleurs de tous les pays". Un grand débat a eu lieu entre les deux jeunes hommes et d'autres en provenance de Berlin, d'Amsterdam, de Paris, et d'autres encore, qui venaient de la Confédération helvétique.

Je suis plein d'enthousiasme eu égard à ces manifestes et à d'autres perspectives quant à l'avenir, étant donné que je soutiens les deux jeunes hommes de tout cœur. J'espère, et prie pour que ces projets puissent se voir rassemblés en une puissante doctrine, destinée à secouer les fondations des plus hautes dynasties pour qu'elles se fassent engloutir par les masses inférieures.

M. Marx me conseille et m'avertit de ne pas inonder l'Amérique de ces manifestes étant donné qu'il en existe d'autres du même type pour New York. J'espère cependant que Jean et Harry montreront ces manifestes à M. Joshua Speed, qui pourra les montrer à son tour à M.

Lincoln. Je sais qu'aucune autre chose ne saurait être confondue avec cela, car elle recèlerait alors les mêmes espoirs. Son accueil à Washington représenterait une promesse sacrée, que la voie qui est la mienne sera conforme à la politique actuellement menée dans la République du Texas.

M. Marx accepte certains de mes textes sur les communes, que j'ai été obligé de laisser de côté il y a un certain temps de cela, lors que j'évaluais prudemment des lois et règlements que n'étayent pas de solides fondations, n'étant soi-disant que pure et simple utopie sans préambule ni corpus, pas plus que fondées sur une base visible. En ce qui concerne mes rêves utopiques d'autrefois, j'étais à ce moment-là en accord avec les deux jeunes hommes.

J'ai fait ce sacrifice aux fins de préserver l'important manuscrit qui avait été composé, celui-ci ayant été établi pour qu'il perdure à jamais avec le rayonnement des étoiles, et non pas pour que les tenants du pouvoir l'exploitent où en abusent.

Ah ! À ma grande consternation, j'ai consenti aux abus perpétrés au cours de la dernière partie de la même année, après que le Dragon eût été éradiqué et totalement aboli. J'ai décrit ma seconde commune, que j'ai été obligé de dissoudre et d'abandonner au Flambeau *le 3 mars 1821, après quoi j'ai pris la résolution de me retirer sans me renier. Je ne vais plus aider ceux qui sont opposés à mes principes.*

Il faut que j'arrête là. J'apporterai

plusieurs manuscrits et le manifeste. J'espère que Jules et Glenn progressent à l'école avec Miss Wing et Miss Burgess. Je sais que ce sont des enseignantes pleines de patience, mais Glenn n'est pas aussi fort que Jules.[30]

La seconde source américaine de financement de Karl Marx était un certain Charles Anderson Dana, le rédacteur en chef du *New York Tribune*, que possédait Horace Greeley. Dana et Greeley étaient tous deux fraternellement associés à Clinton Roosevelt, que nous avons cité dans le chapitre trois, ainsi qu'à son "Manifeste de Roosevelt" pour un gouvernement dictatorial. Dana engagea Marx afin qu'il écrive pour le *New York Tribune*, ce que Marx fit à travers plus de 500 articles qui s'échelonnèrent sur dix ans, de 1851 à 1861.

La principale source allemande de financement de Marx provenait de son associé, Friedrich Engels, fils d'un riche industriel du coton de Brême et pourvoyeur de fonds destinés à Marx durant de nombreuses années.

Plus surprenants sont les subsides versés à Marx par l'élite prussienne. Karl Marx avait épousé Jenny von Westphalen. Le frère de Jenny, le baron Ferdinand von Westphalen, était le Ministre prussien de l'Intérieur (contrôlant les services de police) alors que Karl faisait l'objet d'une "enquête" de la part des services en question.

En d'autres termes, le beau-frère de Marx était

---

[30] D'après la traduction qu'en a faite Arthur, Stanley C. dans *Jean Laffite, Gentleman Rover*, Nouvelle-Orléan : Harmanson, 1952, pp. 262 et 265.

chargé d'enquêter sur les activités subversives. D'année en année, la famille von Westphalen soutint activement Marx. Pendant 40 années, Demuth, la servante de Marx, fut payée par les von Westphalen, et de fait personnellement choisie par la baronne Caroline von Westphalen pour ce travail. Deux des premiers essais de Marx furent écrits dans l'immeuble de rapport des von Westphalen à Kreuznach, l'argent issu de cet immeuble étant laissé à Marx.

Bref, des banquiers américains à l'aristocratie allemande, Marx était abondamment financé pour son Manifeste et les écrits qui ont suivi. Pourquoi l'élite financerait-elle Marx ? Tout simplement parce que la totalité de l'attirail philosophique de Marx visait l'extermination de la classe moyenne et la suprématie de l'élite. Le marxisme est un dispositif de consolidation du pouvoir par l'élite. Il ne se préoccupe absolument pas de soulager la misère d'une humanité pauvre ou "émergente" : il s'agit purement et simplement d'un dispositif politique élitiste.

CHAPITRE

6

ABRAHAM LINCOLN : LE DERNIER DES PRÉSIDENTS À COMBATTRE LES PUISSANCES DE L'ARGENT

Abraham Lincoln fut le dernier d'une série de Présidents populistes ayant combattu le monopole de l'argent. Lincoln, depuis les débuts mêmes de son administration, était confronté au lourd fardeau de financer la Guerre de Sécession avec un système monétaire soumis à des intérêts privés. Durant la Guerre de Sécession, le gouvernement de l'Union désespérait de pouvoir lever suffisamment de fonds pour payer ses troupes ; il y avait pénurie de pièces de monnaie, et le système bancaire privé rechignait à considérer les besoins de l'armée de l'Union sans y chercher un gain personnel.

Lincoln appartenait à la tradition Jeffersonienne-Jacksonienne. Une tradition qui réservait le droit de battre monnaie au gouvernement fédéral, avec l'argument que c'était là un droit qui ne pouvait être légalement transféré à un monopole privé. En 1862, Lincoln proposa au Congrès une loi qui accordait un cours légal de plein droit aux billets de banque

des États-Unis, permettant ainsi au gouvernement fédéral d'imprimer suffisamment de papier monnaie pour financer la Guerre de Sécession. On peut supposer que même si Lincoln n'avait pas prévu le potentiel inflationniste qu'impliquait l'augmentation du pouvoir d'achat du gouvernement, il est plus que probable que son programme financier était vu comme un moyen de s'acquitter de dettes et de dépenses gouvernementales, qui interdisait au monopole privé de l'argent de faire des bénéfices sur le dos du Trésor public.

Samuel Portland Chase, le Secrétaire au Trésor de Lincoln, était malheureusement un allié des banques. Durant la Guerre de Sécession, Chase soutint la politique monétaire de Lincoln, mais présenta par la suite au Congrès des lois qui favorisaient les intérêts des banques. De manière similaire, le Sénateur John Sherman, qui était en charge du vote du Sénat quant aux lois financières, octroya même encore plus d'étendue au pouvoir financier déjà garanti au monopole de l'argent par les lois concernant la Banque Nationale.

Le billet de banque à cours légal de Lincoln fut annoncé le 25 février 1862. 150 millions de dollars devaient être émis sous forme de billets de banque à cours légal des États-unis. Le Secrétaire Chase fit à l'époque ce commentaire :

> *J'ai la plus grande aversion pour toute monnaie légale qui ne serait pas faite de pièces quand il s'agit de payer une dette ; [...] mais en conséquence des fortes dépenses que la guerre a entraînées dans son sillage, il est aujourd'hui*

impossible d'en fournir suffisamment pour assurer ces dépenses : nous en sommes par conséquent amenés à l'indispensable nécessité de faire appel à l'émission de billets de banque des États-Unis.[31]

De manière similaire, le Sénateur John Sherman se fit l'avocat de cette mesure, au motif qu'"aucun autre moyen n'aurait pu permettre d'assurer le paiement des troupes et la satisfaction d'autres demandes légitimes de façon aussi économe et appropriée."

Les banques new-yorkaises s'opposèrent cependant à ce programme de devise nationale, et le plaidoyer du Sénateur John Sherman ne reflétait guère, comme nous le verrons plus loin, ses véritables intentions (ce qui se reproduira en 1913 avec le Sénateur Owen et le Député Glass, qui cacheront leur véritable position au public quant à la loi sur la Réserve Fédérale).

L'idée d'une devise nationale rencontra l'opposition des banques – les puissances de l'argent –, car elle priverait clairement les banquiers du privilège d'émettre un substitut valable pour l'argent (que la Constitution définissait comme étant de l'or et de l'argent). Ce que les banquiers voulaient, c'est que le gouvernement entreprenne de transférer le droit de battre monnaie aux banques, c'est-à-dire de permettre aux banquiers d'agir en tant qu'agents du gouver-

---

[31] Lettre du 29 janvier 1862 du Secrétaire au Trésor Chase à Elbridge G. Spaulding ; cité dans Hosmer, J. K., *American Nation: A History, The Appeal to Arms, 1861-1863*, New York : Harper & Brothers, 1906, vol. 20, p. 169.

nement fédéral. Le gouvernement américain deviendrait ainsi un emprunteur perpétuel, prié d'emprunter des fonds, moyennant intérêts, à un monopole privé de l'argent – lequel aura obtenu son monopole du gouvernement lui-même. Eu égard aux restrictions édictées par la Constitution, les banques se devaient de procéder avec précaution.

La proposition de Clinton Roosevelt (Banque de New York) était de se débarrasser de la Constitution, chose qui se répétera à la fin du 20e siècle avec l'argument de la Commission Trilatérale selon lequel la Constitution serait dépassée.

Au-delà de ces limites constitutionnelles, les citoyens eux-mêmes accepteraient en plus difficilement un monopole privé de l'argent si la vérité en venait à être largement connue. Nous découvrons ainsi que, de l'époque de Jefferson aux années 1990, tout débat touchant au monopole privé de l'argent s'est rapidement vu totalement occulté. *Rien n'est plus dangereux pour le pouvoir de l'élite que des citoyens qui saisiraient ce que signifie le contrôle privé de l'émission de la monnaie.*

Ce que les banquiers voulaient dans les années 1860, c'est que le gouvernement émette des bons portant intérêts. Ces bons servaient de base au crédit bancaire. Alors que Lincoln imposait sa monnaie légale, les banquiers se réunissaient pour esquisser ce qui allait devenir le "National Bank Act" *{loi}* de 1863.

Le but du "National Bank Act" était de donner aux banquiers le contrôle de l'émission de la monnaie. Ce monopole pourrait ainsi servir à faire des bénéfices qui pourraient, la Guerre de Sécession

aidant, s'avérer substantiels.

Ce qui opposait Lincoln et les puissances de l'argent, c'était essentiellement de savoir si la monnaie d'échange (des billets de banque convertibles et un crédit bancaire non convertible, transférable par chèque) devait être créé et émis par un monopole privé ou par un monopole gouvernemental. En d'autres termes, soit le pouvoir du gouvernement était subordonné à une élite bancaire, soit les banquiers étaient soumis au pouvoir du gouvernement, ce qui signifiait également, si le Congrès faisait honnêtement son travail, qu'ils étaient subordonnés au pouvoir du Peuple.

Une lettre extraordinaire du Sénateur John Sherman aux frères Rothschild de Londres, datée du 25 juin 1863 (et divulguée à Wall Street en 1863) témoigne du double jeu de politiciens pourtant "en vue" et "bien considérés".

Sherman entrevit la possibilité d'entrer dans les bonnes grâces de banquiers internationaux de renom de l'époque, et soumit personnellement à l'attention de certains d'entre eux les possibilités offertes par la proposition de loi sur la National Bank.

Nous reproduisons dans les pages qui suivent une lettre des frères Rothschild (de Londres) à Ikleheimer, Morton et Vandergould (de Wall Street, à New York) accusant réception d'une lettre de Sherman en relayant son contenu. Les banquiers en question répondirent aux frères Rothschild le 6 juillet 1863, en détaillant le "National Banking Act" et en donnant un aperçu de la personnalité du Sénateur John Sherman.

Londres, le 25 juin 1863
À Mrs. Ikleheimer, Morton et Vandergould
Au n° 3 de Wall Street
New York, États-Unis d'Amérique

Chers Messieurs :

Un certain M. Sherman nous a écrit d'une ville de l'Ohio, aux États-Unis d'Amérique, quant aux bénéfices qui pourraient être réalisés dans les affaires bancaires nationales, eu égard à une loi récente de votre Congrès ; une copie de ladite loi accompagne la présente lettre.

Cette loi a apparemment été reprise sur le projet formulé chez nous par la "British Bankers Association", et recommandée à nos amis américains par ladite Association comme une loi qui, si elle se voyait promue, s'avérerait être une vaste source de bénéfices pour toute la fraternité bancaire mondiale.

M. Sherman affirme que jamais une loi n'a représenté pour les Capitalistes une telle opportunité d'amasser de l'argent. Elle donne à la Banque Nationale un contrôle presque total des finances nationales. "Les rares personnes qui comprendront le système, nous dit-il, auront d'un côté un tel intérêt à en bénéficier et seront, de l'autre, tellement dépendantes de ses avantages, qu'aucune opposition ne sera à craindre de cette catégorie-là, lors que la vaste entité qu'est le peuple, intellectuellement incapable de comprendre les fabuleux avantages que le Capital retirera d'un tel système, portera son fardeau sans se plaindre, et peut-être même

sans soupçonner que ledit système dessert ses intérêts [...]"

Très respectueusement vos,
Rothschild Frères

New York, le 6 juillet 1863
À Mrs. Rothschild Frères
Londres, Angleterre

Chers Messieurs :

Permettez ici que nous accusions réception de votre lettre du 25 juin dans laquelle vous faites référence à une communication reçue de Monsieur le Député John Sherman de l'Ohio, portant mention des avantages et bénéfices d'un investissement américain obéissant aux dispositions du "National Bank Act".

M. Sherman affiche toutes les marques et caractéristiques d'un financier auréolé de succès. Son tempérament est de nature à ne guère s'embarrasser de sentiments lorsqu'une opportunité majeure est en vue.

Il est jeune, habile et ambitieux. Il s'est fixé pour objectif la Présidence des États-Unis et siège déjà au Congrès (il ne manque pas non plus d'ambitions financières). Il pense légitimement qu'il a tout à gagner à se montrer amical avec des hommes et des institutions disposant d'importantes ressources financières, qui ne sont parfois pas trop regardants quant à leurs méthodes lorsqu'il s'agit d'obtenir l'aide du gouvernement, ou de se protéger d'une

législation peu amicale.

Pour ce qui est ici de la mise en place de la Banque Nationale et de la nature d'un tel investissement, comme des bénéfices y afférents, permettez-nous de vous renvoyer aux circulaires ci-jointes, qui veulent que :

"Tout ensemble de personnes dont le nombre ne sera pas inférieur à cinq est habilité à fonder une Société Bancaire Nationale"

"À moins d'être dans une ville de 6000 habitants ou moins, une Banque Nationale ne peut pas disposer de moins de 1.000.000 de dollars en capital."

"Ce sont des sociétés privées conçues pour des gains privés, et elles choisissent elles-mêmes leurs agents et employés."

"Elles ne relèvent pas des lois de l'État, à l'exception des dispositions que le Congrès pourrait parfois prendre."

"Elles sont habilitées à recevoir des dépôts et à faire des prêts de l'équivalent pour leur propre profit. Elles peuvent acheter et vendre des bons et des lettres d'escompte, ainsi que faire toutes sortes d'opérations bancaires."

"Démarrer une Banque Nationale sur la base de 1.000.000 de dollars requerra de se procurer ce montant (valeur au pair) en bons du gouvernement américain."

"On peut aujourd'hui se procurer des bons du gouvernement américain avec un rabais de 50 % et ainsi, une banque nantie de 1.000.000 de dollars de capital peut en ce moment être démarrée avec 500.000 dollars seulement."

"Ces bons doivent être déposés au Trésor américain, à Washington, en tant que garantie de la devise de la Banque Nationale qui sera fournie à la banque par le gouvernement."

"Le gouvernement américain paiera 6 % d'intérêts en or sur ces bons, ces intérêts étant payés deux fois par an. On veillera à ce qu'au prix actuel des bons, les intérêts payés par le gouvernement lui-même se montent à 12 % en or sur toute monnaie investie."

"Le gouvernement américain, ayant reçu les bons susmentionnés en dépôt sous la responsabilité de son Trésorier, fournira, sur la foi d'une telle garantie, des devises nationales aux banques ayant déposé ces bons, à un taux d'intérêt annuel de seulement un pour cent par année écoulée."

"La devise est imprimée par le gouvernement américain sur un modèle équivalent aux dollars 'greenback', de manière à ce que le peuple ne remarque pas la différence, quand bien même cette devise ne représente rien d'autre qu'une promesse de la banque de payer."

"La demande d'argent est si importante que cet argent peut être facilement prêté au guichet de la banque avec un taux d'escompte de 10 % sur une période de trente ou soixante jours, ce qui fait autour de 12 % d'intérêts sur la devise."

"Les intérêts sur les bons, plus les intérêts sur la devise que les bons garantissent, plus ce que les affaires rapporteront incidemment, devraient faire que les gains bruts de la banque

avoisineront les 28 à 33 ⅓ %."

"Les Banques Nationales ont le privilège d'augmenter ou de restreindre le volume de leurs devises à volonté, et sont bien sûr susceptibles de garantir ou de refuser les prêts selon qu'ils paraissent adaptés ou pas. Étant donné que les banques relèvent d'une organisation nationale et qu'elles peuvent facilement agir de concert pour refuser des prêts ou les accroître, il en découle qu'elles sont en mesure, de par une action commune consistant à refuser de faire des prêts, de provoquer l'austérité du marché de l'argent et d'engendrer en une seule semaine, voire un seul jour, un déclin général des productions de la nation."

"Les Banques Nationales ne paient de taxes ni sur leurs bons, ni sur leurs capitaux, ni sur leurs dépôts."

En vous demandant de bien vouloir considérer tout ceci comme strictement confidentiel [...].

Avec tout notre respect,
Ikelheimer, Morton et Vandergould[32]

Pour les banquiers internationaux, il était particulièrement important que la manœuvre aboutisse avec Lincoln. Si Lincoln mettait jamais en place un contrôle étatique des finances aux États-Unis, d'autres nations prendraient alors leur courage à deux mains

[32] Elsom, John R., *Lightning Over the Treasury Building* (ou un exposé sur la monstruosité de notre devise et de nos banques, le racket le plus éhonté et le plus anti-américain de l'Amérique), Boston : Meador Publishing Co., 1941, pp. 51-52 et 53-55.

pour retirer le pouvoir financier à leurs banquiers.

Les banquiers européens, les banquiers anglais en particulier, s'organisèrent contre Abraham Lincoln et utilisèrent leurs canaux bancaires commerciaux pour presser les banquiers américains de les soutenir. La loi sur la monnaie légale voulue par Lincoln fut soumise à un intense lobbying à Washington, et croula tellement sous les amendements qu'elle en devint inutile. L'un de ces amendements exigeait que les intérêts sur les bons et les billets de banque – de simples feuilles de papier – devraient être payés deux fois par an en pièces d'or. Cette asphyxie à travers des amendements tous ridicules fut payante. La défaite de la loi sur la monnaie légale fut suivie, en 1862, par une loi qui autorisait les banques à émettre des billets de banque privés de moins de 5 dollars au sein du district de Columbia, premier pas vers un contrôle privé de l'émission de la monnaie fiduciaire.

Le 23 juillet 1862, Lincoln apposa son veto sur la loi des billets de banque privés au motif qu'il était de la responsabilité du gouvernement fédéral de fournir une monnaie d'échange, et que les billets de banque des États-Unis pouvaient tout aussi bien remplir la fonction des petits billets de banque privés. Ce veto représenta le défi de Lincoln aux banques.

Lincoln était un critique acharné des banquiers. Une délégation de banquiers new-yorkais se rendit ainsi à Washington pour faire pression en faveur de la loi sur la monnaie légale, et le Secrétaire au Trésor introduisit la délégation en question comme suit :

> *Ces messieurs de New York sont venus voir le Secrétaire au Trésor à propos de notre nou-*

*veau prêt. En tant que banquiers, ils sont dans l'obligation de détenir nos titres nationaux ; je me porte garant de leur patriotisme et de leur loyauté car, comme le dit Le Livre : "Car où est le trésor, là sera aussi le cœur."**

La réponse de Lincoln fut :

Il y a un autre test auquel on pourrait avoir recours : "Où que soit la carcasse, là seront aussi les aigles rassemblés."[33]

Le projet de devise nationale de Lincoln s'opposait directement aux banquiers internationaux, qui prévoyaient alors d'étendre aux États-Unis la monnaie privée qu'était l'étalon-or de la Banque d'Angleterre. Plus tard, au 20e siècle, les banquiers optèrent pour une monnaie fiduciaire non convertible en or, alors qu'au milieu du 19e siècle, le système or/argent offrait plus de possibilités de gain personnel.

Lincoln proposait, en lieu et place d'un gouvernement fédéral empruntant du papier ou de la monnaie créée par les banquiers, que ce soit les banquiers qui empruntent des pièces ou de l'or au Trésor. Les banques seraient de cette manière dans l'incapacité de créer fictivement de la richesse à partir de la planche à billets.

Le "National Bank Act" fut présenté aux États-Unis comme un dispositif destiné à lever des fonds pour mener la Guerre de Sécession, et à créer un équi-

* Traduction adaptée de Luc 6:21, in *La Bible de Jérusalem*, Paris : éditions du Cerf, 1974 (N.d.T.).

[33] Ibid.

libre financier. Dans le cadre de cette loi, n'importe quel groupe de cinq personnes était en mesure de fonder une banque avec un capital de 50.000 dollars ou plus. Après le dépôt de bons portant intérêts au Trésor américain, à hauteur d'un tiers du capital encaissé, le gouvernement devrait imprimer des certificats de la Banque Nationale pour la banque à concurrence de 90 pour cent de la valeur au pair des bons imprimés.

Ces certificats de la Banque Nationale pouvaient ensuite être utilisés par la banque pour faire du commerce bancaire et en percevoir tous les bénéfices, comme s'il s'agissait de ses propres billets de banque. La banque se faisait en outre payer en pièces d'or par le gouvernement fédéral les intérêts des bons déposés au Trésor.

Les banquiers faisaient en d'autres termes un double bénéfice. D'une part, les intérêts sur les émissions de l'argent garanti par le gouvernement, et de l'autre, les intérêts perçus en or sur les bons. Le "National Banking Act" représentait, pour quiconque voulait se lancer dans la banque, une machine à faire des bénéfices assurés.

Mais la tradition jeffersonienne-jacksonienne donna une fois de plus de la voix. Elle déclara que ce système bancaire national créerait une plus grande centralisation encore des puissances de l'argent que ne le ferait la Banque des États-Unis – sur laquelle Andrew Jackson avait apposé son veto.

Mais cette fois, les puissances de l'argent s'étaient bien mieux organisé. Le projet de loi du "National Banking" ne resta que trois ou quatre jours au Sénat, et seulement deux à la Chambre, avant qu'on ne le vote précipitamment à un moment

particulièrement critique de la Guerre de Sécession. Le projet de loi fut ainsi ratifié le 25 février 1863 par le Président Lincoln.

CHAPITRE

7

LE TRUST DE L'ARGENT CRÉE LA "FED'"

Que diriez-vous de disposer du *Wall Street Journal* une semaine avant qu'il ne paraisse ?

C'est là un privilège dont jouissent réellement certaines personnes – pas de publications anticipées du *Wall Street Journal*, mais de savoir à l'avance ce que sera la politique de la Réserve Fédérale... Ce qu'elle sera demain, la semaine prochaine, le mois prochain, et l'année suivante.

De temps en temps, la "Fed'" fait des annonces et doit préalablement à cela décider de ce qu'elle va annoncer. Ses membres se réunissent, discutent, font des projets, et procèdent enfin aux annonces.

Ces réunions sont toujours secrètes, seules connues des administrateurs de la "Fed'". Si *nous* savions cependant ce que le président Alan Greenspan était sur le point d'annoncer quant à sa politique monétaire et à celle du crédit, à ce que sera le taux d'escompte, ou à ce qu'il en sera du taux d'emprunt général, nous pourrions rapidement bâtir une fortune, étant donné que ces informations ont un impact sur les intérêts des bons du Trésor, les marchés des métaux,

les cours de la Bourse et les marchés de l'immobilier.

Le Système de Réserve Fédérale est un système *privé* dont les banques sont propriétaires, et seules celles-ci peuvent disposer de telles informations à l'avance.

L'idée de la "Fed'" fut conçue sur une petite île de l'océan atlantique, située au large du Comté de Glynn, en Géorgie. Autrefois, en 1910, l'île de Jekyll constituait un club privé à l'usage d'une faction élitiste de financiers de Wall Street, qui en avaient fait leur cachette pour y discuter d'affaires particulièrement privées à l'abri des oreilles indiscrètes du public. C'est sur l'île de Jekyll que le trust de l'argent concocta son projet d'approbation par le Congrès d'un monopole privé de l'argent.

Au tournant du 20e siècle, l'opinion publique américaine était hostile à l'idée d'une banque centrale et s'opposait généralement à tout pouvoir supplémentaire intéressé de Wall Street. Pourtant, une banque centrale sur le modèle de celles d'Europe offrait de vastes possibilités de bénéfice assuré pour tout groupe financier capable de persuader le Congrès d'établir une législation concernant une banque centrale. Un système "élastique" fiduciaire et de crédit octroyait au système financier un pouvoir qu'interdisaient les matières rigides qu'étaient l'or et l'argent.

La réunion clandestine de l'île de Jekyll devait permettre de concevoir le plan d'introduction d'une banque centrale aux États-Unis, déguisée en un système de banques régionales – nos banquiers s'opposant dans le même temps publiquement à ce qu'ils proposaient en privé.

Cette dissimulation fut si efficace qu'aux dires

de Joseph Tumulty, son secrétaire privé, Woodrow Wilson crut vraiment, en signant la loi sur la Réserve Fédérale, qu'il était en train d'ôter le pouvoir financier des mains des représentants de Wall Street.

En 1911, Wilson, alors gouverneur du New Jersey, avait déclaré :

> *Le monopole le plus important de ce pays est celui de l'argent. Aussi longtemps que celui-ci existera, les catégories traditionnelles que sont notre liberté et notre force individuelle de développement ne sauraient être à l'ordre du jour.*
>
> *Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit représente une concentration. Par conséquent, la croissance de notre nation et l'ensemble de nos activités reposent entre les mains de peu d'hommes [...].*
>
> *C'est là la question la plus importante de toutes : et c'est à cela que les hommes d'État doivent eux-mêmes s'atteler avec la détermination la plus arrêtée, pour servir l'avenir à long terme et les authentiques libertés d'hommes indépendants.*[34]

Il se pourrait bien que Wilson ait vraiment cru l'une de ses propres déclarations selon laquelle le système de Réserve Fédérale était "la clé de la vaste voûte que formait l'administration démocrate".[35]

---

[34] Brandeis, Louis D., *Other People's Monney; and How Bankers use it {L'argent des autres – et l'usage qu'en font les banquiers}*, New York : Frederick A. Stokes Co., p. 1.

De quoi est ainsi faite la réalité sous-tendant ce pouvoir financier, défini voilà cent ans comme le "trust de l'argent" ou les "puissances de l'argent", et aujourd'hui comme un groupe élitaire en mesure de tirer profit d'une banque centrale ?

Pour répondre à cette question, il nous faut remonter dans l'histoire jusqu'aux trusts du 19e siècle, ainsi qu'au sommet financier de la pyramide de ce trust-là tel qu'il existait au cours de la première décennie du vingtième siècle.

Entre 1870 et le début de la Première Guerre mondiale, l'industrie américaine était concentrée sous le contrôle ou l'influence d'une poignée de financiers, la plupart d'entre eux étant à New York. John Moody, celui qui avait publié la référence de base qu'était le *Moody's Manual of Corporation Securities*, fit l'inventaire du "trustage" de l'industrie américaine dans un monumental volume incluant statistiques et preuves diverses.[36] Moody les considérait avec bienveillance, et voyait les trusts – à l'instar de Clarence Barron,[37] un autre observateur assidu – comme à la fois utiles et inévitables.

La critique des trusts industriels était largement répandue. *The Truth About Trusts* du même John Moody démontrait avec force détails comment les puissances envahissantes de l'argent dominaient l'acier, les métaux non-ferreux, le pétrole, le tabac,

---

[35] Tumulty, Joseph P., *Woodrow Wilson as I Knew Him {W. W. tel que je l'ai connu}*, New York : Doubleday, 1921.

[36] Moody, John, *The Truth About the Trusts {La vérité à propos des trusts}*, New York : Moody Publishing Company, 1904

[37] Barron, Clarence W., *They Told Barron { Barron s'est fait dire}*, New York : Harper & Brothers, 1930.

les transports, le sucre et les industries ferroviaires – en particulier le pouvoir qu'avaient J. P. Morgan, les frères Rockefeller, Edward Harriman, John McCormick, Henry Havemeyer et Thomas F. Ryan.

Si l'on retrace l'histoire des origines du mouvement lancé par les "puissances de l'argent" en faveur d'une banque centrale américaine, on y remarque particulièrement deux épisodes :

1) La panique financière de 1907, mise à profit par les banquiers et leurs alliés pour montrer l'urgente nécessité d'une banque centrale (en dépit du fait que cette panique eût été accélérée par Wall Street, chose qui ne fut établie que bien des années plus tard).

2) L'ascension fulgurante du banquier germanique Paul Warburg, qui promouvait aux États-Unis une copie conforme de la Reichsbank allemande avec un zèle de missionnaire.

Il y avait encore en 1907 quelques capitalistes désireux de le disputer à Wall Street et de combattre sa main de fer sur le pouvoir financier. Il y avait, parmi ces marginaux, Frederick Augustus Heinze, le millionnaire du cuivre du Montana, qui fut choisi comme principale cible de la panique de 1907. Heinze transféra sa fortune issue du cuivre à New York et s'associa avec C. W. Morse, du trust du froid. Ils prirent conjointement le contrôle de la Mercantile National Bank en utilisant les capitaux de la Bank of North America, où Morse était déjà majoritaire.

Heinze et Morse prirent ensuite le contrôle de la Knickerbocker Trust Company, qui était alliée à la Trust Company of America et au Lincoln Trust. Ils y incorporèrent ensuite une entité spéculative, l'United Copper Company. Et ce sont des spéculations

boursières autour d'United Copper qui ont accéléré la crise de 1907. Les banques contrôlées par le "trust de l'argent" exigèrent leurs prêts auprès d'United Copper et ce fut le début d'une ruée sur la Heinze-Morse Mercantile National Bank. Il est aujourd'hui généralement admis "que la panique de 1907 a été accélérée par l'empoignade visant à se débarrasser de Heinze".[38]

En 1913, le trust de l'argent et la panique de 1907 firent l'objet d'une enquête de la Commission Pujo, laquelle fit état de l'immense pouvoir de la société J. P. Morgan.[39]

De l'année 1900 à l'année 1920, le trust de l'argent était efficacement contrôlé par la société bancaire de J. P. Morgan, qui inclut Morgan lui-même, jusqu'à sa mort en 1913, puis son fils, J. P. Morgan Jr. et les douze à 15 partenaires de la société, associés à leurs alliés Rockefeller, Harriman et Kuhn Loeb. Après une enquête abondamment documentée, la Commission Pujo de 1912 conclut que le "trust de l'argent" impliquait que :

> *Bien plus dangereux que tout ce que nous avons autrefois connu en termes d'élimination de la concurrence industrielle, est le contrôle du*

[38] Heinze, Frederick, *Dictionary of American Biography. The Engineering and Mining Journal* fit le commentaire que "Ceci marqua le début de la panique de 1907".

[39] Congrès des États-Unis, Chambre des Représentants, Commission sur les Banques et la Devise. *Money Trust Investigation*, Washington, D.C., 1913, et *Rapport*, Commission d'Enquête sur la Concentration du Contrôle de la Monnaie et du Crédit (62e Congrès, 3e session, Rapport parlementaire n° 1593), désigné en tant que *Rapport de la Commission Pujo*.

crédit à travers la domination de ces groupes sur les banques et l'industrie.

Il est impossible qu'il puisse y avoir de la concurrence quand on voit tous les moyens existants pour lever des fonds ou vendre d'importantes émissions de bons, placés entre les mains de ces quelques banquiers et de leurs partenaires et alliés, lesquels dominent ensemble la politique financière de la plupart des systèmes existants [...].

Les actions de ce cercle interne telles qu'elles sont décrites ici, ont néanmoins bien plus détruit la concurrence que tout ce qu'ont pu accomplir les trusts, car elles frappent au cœur même de la concurrence potentielle que recèle chaque industrie qu'il protège, une situation qui, si on continue de l'autoriser, rendra impossible toute tentative de restaurer des conditions normales de concurrence dans le monde de l'industrie.[40]

Dans le débat public sur la création d'un Système de Réserve Fédérale aux États-Unis, le crash de 1907 fut continuellement utilisé comme prétexte pour l'installation d'une banque centrale aux États-Unis. La "Fed'" fut mise en avant comme moyen de mettre fin aux paniques financières. La panique de 1907 cependant, avait délibérément été créée par la "Bande de la Standard Oil" et la société Morgan.

Autrement dit, c'est le groupe qu'*une banque*

---

[40] Dwinell, Olive C., *The Story of Our Money*, Boston : Forum Publishing Company, 1946, p. 187.

centrale avantagerait en premier lieu, qui avait lui-même créé la panique ayant servi à persuader l'électorat qu'une banque de ce type était vitale.

La conclusion d'un rapport de 1976 d'une commission parlementaire montre à quel point ce monopole privé a depuis 1913 efficacement maintenu son pouvoir, décennie après décennie. Après avoir désigné les administrateurs "syndiqués" *{"closed shop directors" dans le texte (N.d.T.)}* du Système de Réserve Fédérale du milieu des années 1970, la conclusion de cette enquête parlementaire fut que :

> *On retiendra que les administrateurs de la Réserve Fédérale sont apparemment représentatifs d'un petit groupe élitaire qui domine la plus grande partie de la vie économique de cette nation.*[41]

Ce qu'il est important de noter, c'est que la Réserve Fédérale est une structure privée incluant des actionnaires privés. Le trust de l'argent du 19e siècle s'est fait garantir un monopole légal alors que presque toutes les autres industries étaient soumises au "Sherman Antitrust Act". C'est bien d'un monopole dont on parle ici, et le monopole requiert le pouvoir politique pour rester en place. Il est également intéressant de noter qu'écrire à propos de la Réserve Fédérale équi-

[41] Congrès des États-Unis, Chambre des Représentants, Commission sur les Banques, la Devise et le Logement. *Federal Reserve Directors: A Study of Corporate and Banking Influence {Les administrateurs de la R. F. - Étude sur l'influence des entreprises et des banques}*, août 1976 (62e Congrès, 2e session), Washington, D. C. : U.S. Government Printing Office, 1976.

vaut à écrire sur la propriété privée, et c'est pourtant de la nature privée même de la Réserve Fédérale qu'il serait nécessaire de débattre officiellement : qui possède quoi et de quels avantages jouissent ses possesseurs.

C'est sur le siège qu'occupait en 1907 J. P. Morgan, lors des assemblées financières de la ville de New York, que s'est ensuite assis David Rockefeller dans les années 1970 ; un siège qui est aujourd'hui occupé par Alan Greenspan. Le *Wall Street Journal* montra en 1977 comment ces "initiés" utilisèrent des informations privilégiées de la "Fed'" pour leur bénéfice personnel.[42] En 1907, c'était J. P. Morgan qui convoquait le Secrétaire au Trésor pour un entretien ; en 1980, c'est David Rockefeller qui convoque Henry Kissinger pour s'entretenir avec lui.

Comment le trust de l'argent a-t-il pu réussir un coup d'État de ce genre – l'établissement d'une banque centrale soumise à son contrôle dans un pays fortement opposé à cette idée ? Le juge Brandeis décrit le processus comme suit :

> *Le développement de notre oligarchie financière, [...] à laquelle l'histoire du despotisme politique nous a habitués – une usurpation qui procède par empiètements progressifs plutôt qu'à travers des actions violentes, ainsi que par des "concentrations subtiles et souvent longtemps tenues secrètes".*
>
> *C'est à travers de tels processus que César Auguste s'est rendu maître de Rome. Ce sont*

---

[42] Cf. *Wall Street Journal* du 29 août 1977.

semblables menaces pour notre liberté politique que les rédacteurs de notre Constitution avaient en tête quand ils ont si attentivement veillé à la séparation des pouvoirs de l'État.[43]

La société J. P. Morgan, qui dominait le trust de l'argent, entendait parfaitement ce processus "subtil" et fait d'"empiètements progressifs". La société alla même jusqu'à s'opposer *publiquement* à la loi sur la Réserve Fédérale que ses membres avaient concoctée *en privé.*

C'était un processus que les partenaires de Morgan comprenaient, et ceux-ci furent choisis avec soin. En échange de leur absolue loyauté, ils se virent offrir des opportunités garanties d'amasser une fortune personnelle par les tenants des pouvoirs politique et financier du monopole. Étant donné que Morgan était le seul partenaire majoritaire en titre, il détenait un pouvoir ultime et absolu au sein de la société.

Il y eut peu de partenaires de Morgan à entrer en politique. La plupart préférèrent œuvrer discrètement en coulisse. La période 1900-1930 vit quatre d'entre eux faire exception à cette règle, et en retraçant leurs manœuvres politiques, nous pouvons aujourd'hui découvrir de quelle duplicité ils usèrent pour mener à bien leurs objectifs.

Les quatre partenaires en questions étaient H. P. Davison, Dwight Whitney Morrow, Edward R. Stettinius et George W. Perkins. Dans un ouvrage antérieur, nous avons décrit la manière dont la société de Morgan manipula la révolution bolchevique en

---

[43] Dwinell, Olive C., *The Story of Our Money*, op. cit., pp. 188-189.

Russie de manière à en tirer profit, quel que fût le vainqueur.

Davison, un partenaire de Morgan, fut directeur du Conseil de guerre de la Croix-Rouge entre 1917 et 1919, et travailla avec W. Boyd Thompson, un autre allié de Morgan, qui soutint financièrement la faction bolchevique de la Révolution. Dwight W. Morrow joua de son influence pour obtenir armes et soutien diplomatique pour les Bolcheviks (nous avons reproduit un mémorandum de Morrow à ce propos dans *Wall Street and the Bolshevik Revolution*). Thomas Lamont usa quant à lui de son influence à Londres pour adoucir la position des Britanniques vis-à-vis des Bolcheviks.

Pourtant la société Morgan fournit, avec d'autres partenaires, de l'aide aux Russes blancs pour combattre les Bolcheviks, et joua un rôle proéminent dans l'intervention sibérienne.[44]

Morrow mit fin à son partenariat avec Morgan dans les années 1920 et devint, après une année comme président du conseil d'administration d'Aircraft, ambassadeur des États-Unis au Mexique (1927-1930) puis Sénateur des États-Unis en 1931. C'est Stettinius qui supervisa toutes les dépenses de guerre des États-Unis lors de la Première Guerre mondiale – dans le plus grand intérêt des sociétés dominées par Morgan.

Après en avoir été l'un des fondateurs en 1912, George Perkins devint le président du comité exécutif du parti progressiste – une entité politique de Morgan

[44] Sutton, Antony, *Wall Street and the Bolshevik Revolution*, New Rochelle : Arlington House Publishers, 1974. Voir en particulier les pp. 89 à 100, et le chapitre "J. P. Morgan gives a little help to the other side" *{"J. P. M. donne un petit coup de main à l'autre bord"}*.

destinée à diviser le parti républicain et faciliter l'accession de Woodrow Wilson à la Maison-Blanche. David Rockefeller utilisa la même tactique avec John Anderson lors des élections de 1980.

Le dispositif utilisé par la société Morgan pour contrôler la finance et l'industrie américaines était la fiducie de vote corporatif. Ses quelques administrateurs, généralement trois dans une fiducie de vote corporatif, était personnellement choisis par J. P. Morgan. Les administrateurs en question – des membres du cercle interne de Morgan – et les administrateurs votants choisissaient à leur tour les administrateurs des banques et des sociétés.

Ainsi la fiducie de vote corporatif du Garanty Trust comprenait deux partenaires de Morgan : Thomas W. Lamont et William H. Porter, auxquels s'ajoutait George F. Baker, qui était le président de la First National Bank, contrôlée par Morgan. Ce groupe choisissait d'autres administrateurs extérieurs du Garanty Trust, et le Garanty Trust contrôlait à son tour de nombreuses sociétés, de simples banques et institutions financières.

En 1912, le complexe Morgan en question était en mesure de régner sur les banques de Wall Street et, partant, sur le "Trust de l'argent". Ce contrôle par Morgan était la simplicité même et se fondait sur le principe d'une pyramide de pouvoir. Les partenaires de Morgan choisissaient les administrateurs des principales institutions financières, et en échange des privilèges afférents au statut d'administrateur, on avait la garantie que ces administrateurs extérieurs seraient loyaux envers la société Morgan. Ces Institutions financières contrôlaient à leur tour les trusts et

coalitions industriels et ferroviaires. Ce système fonctionnait parfaitement à la fin du 19ᵉ siècle et au début du 20ᵉ siècle. Voici comment Woodrow Wilson et le Colonel House voyaient ce "Trust de l'argent" :

> *Je pense que la remarque de Woodrow Wilson, selon laquelle le "trust de l'argent" est le plus pernicieux de tous les trusts, est on ne peut plus exacte [...] des individus en nombre réduit, aidés de leurs satellites, contrôlent les principales banques et sociétés de gestion de l'Amérique [...] ils en contrôlent également les principales entreprises [...].*[45]

Le Trust de l'Argent fut légalisé en 1913 en tant que Système de Réserve Fédérale, un nom parfaitement inoffensif qui dissimule le fait qu'il s'agisse d'une banque centrale privée.

L'histoire de ce système peut être retracée à travers trois étapes : le projet original secrètement élaboré en 1910, la promotion de Woodrow Wilson en tant que Président par les puissances de l'argent et, pour finir, ce qui ne peut qu'être qualifié de présentation illégale au Congrès du projet de loi sur la Réserve Fédérale.

Le Député Lindbergh du Minnesota, le père de l'aviateur mondialement célèbre, fut l'un des critiques les plus conséquents et les plus acharnés du groupe Morgan, tout au long des dix ans qu'il passa à la Chambre des Représentants. On disait de

---

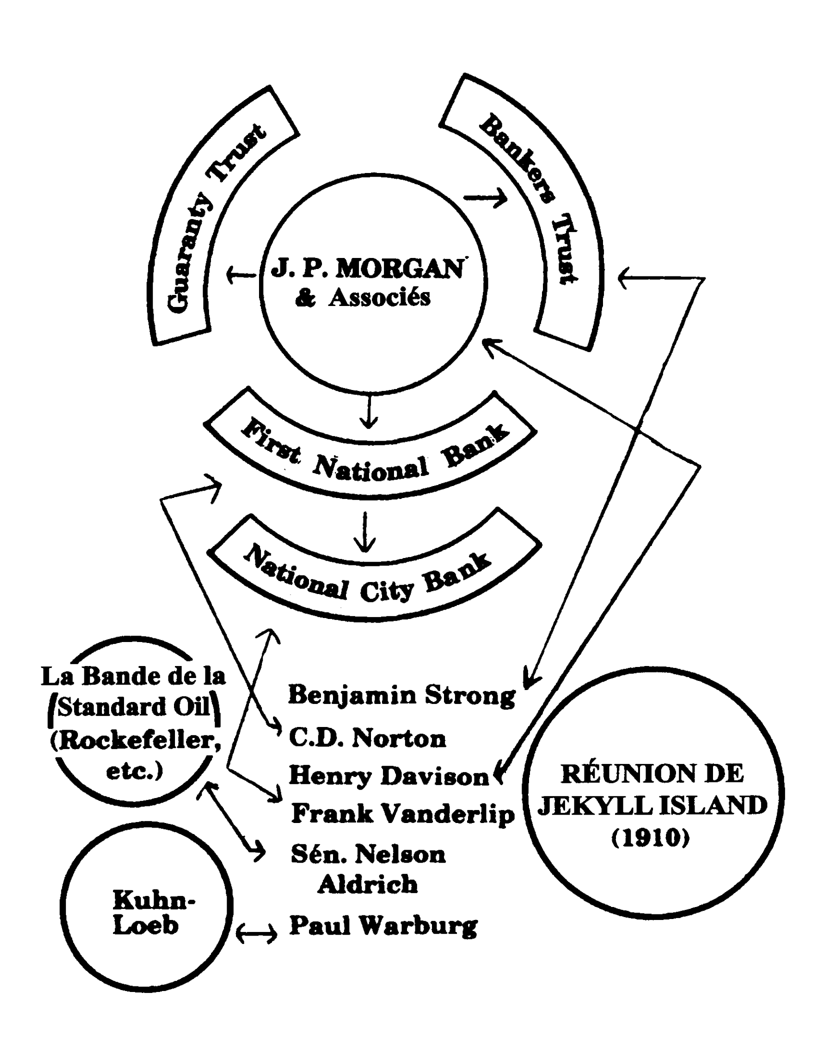
[45] Colonel E. M. House au Sénateur Culbertson, 26 juillet 1911, in Seymour, Charles, *The Intimate Papers of Colonel House*, Boston & New York : Houghton Mifflin Co., 1926-1928, I. 159.

lui que c'était le seul homme du Congrès à avoir lu la totalité des 20 tomes de la Commission Aldrich sur la Monnaie. Ces derniers avaient inondé les membres du Congrès d'une telle profusion de termes, que cela avait éveillé chez les honnêtes gens le soupçon que la faction qui les avait initiés les avait volontairement rendus totalement indigestes pour les députés. Lindbergh disait du Projet Aldrich sur les Banques et la Devise que :

> *Le Projet Aldrich sur les Banques et la Devise est un plan monstrueux pour soumettre toutes les finances du pays, publiques et privées, à un contrôle unique. Cela donnerait naissance à une grande organisation centrale pourvue de quinze branches pour englober tous les États [...]. Elle n'admettrait d'autre membre que les banques et les sociétés de gestion, tout en excluant les plus petites d'entre elles. Le reste du monde ne serait pas seulement exclu de son actionnariat, mais de par la nature même de cette organisation, de ses pouvoirs et des relations qui lient les finances au commerce, celle-ci dicterait en outre les conditions dans lesquelles les affaires devraient être menées. Avec un pouvoir de ce type concentré dans les banques des grandes villes, ces banques étant elles-mêmes sous le contrôle des trusts et des puissances de l'argent, la politique et les affaires de ce pays se verraient tout bonnement soumises à ses dictats.*[46]

[46] Cité in Dwinell, Olive C., *The Story of Our Money*, op. cit.

PREMIÈRE ÉTAPE : LE PROJET INITIAL D'UN SYSTÈME DE RÉSERVE FÉDÉRALE



CHAPITRE

8

LE COMPLOT DE JEKYLL ISLAND

En 1910, six financiers en vue de Wall Street se rencontrèrent sur l'île de Jekyll pour dresser les plans d'un système américain de banque centrale. Le Système de Réserve Fédérale est ainsi né d'un complot. Un "complot" est officiellement défini comme une rencontre *secrète* ayant un objectif *illégal*. La réunion en question fut secrète, impliqua six personnages, et fut, comme nous le montrerons plus loin... illégale.

Les six comploteurs étaient :

Le Sénateur **Nelson Aldrich**, beau-père de John D. Rockefeller Jr.

Le banquier allemand **Paul Warburg**, des banques allemandes MM Warburg de Hambourg et Kuhn Loeb d'Amérique.

Henry P. Davison, partenaire de la J. P. Morgan et président de la Bankers Trust Company.

Benjamin Strong, vice-pr. de la Bankers Trust.

Frank Vanderlip, prés. de la National City Bank.

Charles D. Norton, prés. de la First National Bank.

Les trois dernières banques faisaient partie du

groupe Morgan ; Warburg représentait Kuhn-Loeb et Aldrich représentait les intérêts des Rockefeller et la "Bande de la Standard Oil". Les intérêts Harriman au sein du Garanty Trust avaient été absorbés par le groupe Morgan après la mort de Harriman.

Ces six individus étaient au sommet de la richesse et du pouvoir financier, et jouissaient d'une considérable influence politique.

La réunion secrète de l'île de Jekyll fut de fait décrite en termes de *complot* par l'un des participants :

> *En dépit de mes considérations quant à l'importance, pour la société, d'être abondamment informée des affaires des entreprises, il y eut vers la fin de 1910 une occasion où je devins aussi cachottier et véritablement aussi furtif que le premier comploteur venu. Aucun de nous n'avait le sentiment, en tant que participant, d'être un comploteur ; nous sentions au contraire que nous nous étions attelés à une tâche patriotique. Nous étions en train d'essayer de concevoir un mécanisme qui corrigerait les faiblesses de notre système bancaire, telles qu'elles apparurent à travers les tensions et pressions engendrées par la panique de 1907. Il ne me paraît aucunement exagéré de parler de notre expédition secrète sur l'île de Jekyll comme du moment où fut véritablement conçu ce qui allait en définitive devenir le Système de Réserve Fédérale.*[47]

---

[47] Vanderlip, Frank A., *From Farm Boy to Financier {Du garçon de ferme au financier}*, New York : Appleton, 1935, p. 210.

Après la panique de 1907, on établit un plan pour convaincre les gens de la "nécessité" d'une banque centrale. Tout reposa à ce moment-là sur le Sénateur Nelson Aldrich, un opulent homme d'affaires lié à la famille Rockefeller par le mariage de sa fille Abby avec John D. Rockefeller Jr. L'ancien vice-Président Nelson Rockefeller était un descendant direct de cette branche de la famille Rockefeller.

L'ère qui suivit cette panique de 1907 vit le Sénateur Aldrich diriger une Commission sénatoriale sur la Monnaie, qui voyagea à travers l'Europe pour étudier les banques centrales du vieux continent, notamment le système de la Reichsbank allemande. C'est à partir de ce voyage aux frais de la princesse qu'Aldrich apparut comme *L*'expert parlementaire de la planification de la banque. Et il y en eut peu à remarquer ses liens étroits avec les banques.[48] Herbert L. Satterlee, le beau fils de Morgan, commente comme suit, et de l'intérieur, les relations étroites d'Aldrich avec le Trust de l'Argent et le plan du Système de Réserve Fédérale. Aldrich, si l'on en croit Satterlee,

> *[...] s'adressa à M. Morgan pour se faire conseiller ; ils devaient ensuite passer les deux années qui suivirent à travailler de nombreuses heures ensemble afin de mettre au point un dispositif bien réglé quant au monde des banques, et ce, d'une côte à l'autre de ce pays.*[49]

---

[48] Voir Lundberg, Ferdinand, *America's 60 Families*, New York : Vanguard Press, 1937.

[49] Satterlee, Herbert L., *J. Pierpont Morgan: An Intimate Portrait*, New York : MacMillan, 1939, p. 493.

Selon Satterlee toujours, J. P. Morgan "fit en sorte qu'il (Aldrich) bénéficie de l'aide de Harry Davison (un partenaire de Morgan) quant aux détails", tandis que dans le même temps, Paul M. Warburg, le partenaire de Kuhn Loeb, "se mettait au service du Sénateur Aldrich."[50] C'est cette triade Morgan-Aldrich-Warburg qui devint le point central de l'introduction planifiée d'une banque centrale aux États-Unis.

Les autres comploteurs de l'île de Jekyll entrèrent plus tard en scène. Frank Vanderlip (que nous avons déjà cité) de la National City Bank, lié par mariage à la famille Rockefeller, arriva dans le groupe à la fin de l'année 1910 après avoir reçu une lettre de Stillman, le fondateur et président de la National City Bank. Cette lettre faisait référence à une rencontre entre Stillman et Aldrich en Europe sur la question des banques centrales. Ladite lettre nous apprend que les comploteurs faisaient usage d'un code, et que le nom de code d'Aldrich était "Zivil". Vanderlip affirme dans son livre que :

> *M. Stillman m'écrivit que je devrai, toutes affaires cessantes, consacrer la totalité de mon temps et de mes réflexions à la considération approfondie de cette question (c.-à-d. le plan concernant la devise) et à l'esquisse d'un projet de loi pour le nouveau Congrès sans qu'y apparaisse la marque de Wall Street.*[51]

---

[50] Ibid., p. 550.
[51] Vanderlip, Frank, *From Farm Boy to Financier*, op. cit., p. 211.

Les comploteurs savaient par-dessus tout qu'ils devaient maintenir un secret absolu. Si un nom quelconque de Wall Street venait jamais à être accolé au projet de loi d'une Réserve Fédérale bancaire centrale, cela signifierait un véritable arrêt de mort : on ne se contenta pas seulement d'adopter des noms de code, les individus eux-mêmes firent en outre tout leur possible pour que les gens ne sachent rien de leurs réunions et discussions.

Il va sans dire que si les gens avaient su en 1913 ce que nous savons aujourd'hui, la loi sur la Réserve Fédérale n'aurait eu aucune chance d'être votée. Quant à la question de savoir si les gens se doutaient des liens familiaux étroits qui caractérisaient le groupe, alors que celui-ci revendiquait une impartialité désintéressée, Vanderlip remarquait que :

L'électorat aurait-il cependant cru une chose pareille ? Il me semble douteux qu'il eût pu aller jusque-là. Ne serait-ce que pour vous en donner une petite idée : le Sénateur Aldrich était le beau-père de John D. Rockefeller Jr, et lui-même homme fort riche. J'ai un jour écrit à Woodrow Wilson à Princeton pour l'inviter à venir s'exprimer au cours d'un dîner. Désirant l'impressionner quant à l'importance de l'événement, j'avais mentionné le fait que le Sénateur Aldrich y avait également été invité pour parler. Mon ami le prof. Wilson m'avait alors quelque peu surpris en me répondant qu'il ne pourrait pas se permettre de s'exprimer à la même tribune que le Sénateur Aldrich. Il est pourtant bien venu faire son discours, mais

seulement après que je lui aie fait savoir que la santé de M. Aldrich l'empêcherait d'être présent. Maintenant, imaginez un peu le genre de gros titres qui auraient couronné un article évoquant l'entretien d'Aldrich avec un associé de Morgan (Davison) et président de la plus grosse des banques (Vanderlip), à propos d'une nouvelle législation sur la monnaie.[52]

La National City Bank, fondée par Stillman, est d'importance étant donné qu'un de ses administrateurs n'était autre que Cleveland Dodge, le moteur financier et homme d'influence placé derrière Woodrow Wilson.

Woodrow Wilson, qui devait ratifier le "Federal Reserve Act", était lui-même une création délibérée des puissances de l'argent, création dont il fut convenu au printemps 1912 au cours d'un week-end de réunion à Beechwood, la propriété de Vanderlip à Scarborough-on-Hudson. Selon un observateur, Wilson passa l'épreuve avec succès étant donné que Vanderlip et William Rockefeller discutèrent devant lui du rôle des capitaux américains à l'étranger.[53] Nous décrirons tout cela un peu plus en détail plus loin.

La personnalité intellectuelle centrale de la création du Système de Réserve Fédérale ne fut pas un Américain mais un banquier allemand – Paul Moritz Warburg, un banquier né dans la famille Oppenheim de Hambourg. Le père de Warburg était un associé de la société de banques M. M. Warburg, fondée en

---

[52] Ibid., p. 22.

[53] Winkler, John K., *The First Billion {Le premier milliard}*, New York : Vanguard Press, 1934, pp. 209-211.

1798. Les débuts de la carrière de Warburg se firent à la Samuel Montagu and Co de Londres et à la Banque Russe pour le Commerce Étranger de Paris. En 1891, Warburg partit travailler à la banque familiale de Hambourg, dont il devint l'un des associés en 1895. Il arriva aux États-Unis en 1902 en tant qu'associé de Kuhn Loeb et initia, en dépit de son anglais sommaire, une campagne en faveur d'un Système de Réserve Fédérale. On peut d'ailleurs en trouver les plans dans ses pamphlets "Defects and Needs of our Banking System since 1907" {*"Défauts et impératifs de notre système bancaire depuis 1907"*} et "A Plan for a Modified Central Bank". En 1910, Warburg présenta les plans d'une Banque de Réserve Unifiée, plans qui se verront presque totalement concrétisés dans le Système de Réserve Fédérale.

Cette réunion secrète fut rapportée par Frank Vanderlip.

> *Étant donné qu'il eût été fatal pour les plans du Sénateur Aldrich qu'on ait su que ce dernier avait fait appel à tout Wall Street pour l'aider à préparer ses rapport et projet de loi, des précautions furent prises qui auraient réchauffé le cœur de James Stillman. On nous demanda de nous défaire de nos noms de famille [...] que nous devrions éviter de dîner ensemble le soir de notre départ pour arriver un par un, et le plus discrètement possible sur les bord de l'Hudson, au terminal ferroviaire du New Jersey, où la voiture privée du Sénateur Aldrich serait apprêtée et accrochée à l'arrière d'un train en partance pour le Sud.*

Quand j'arrivais à la voiture en question, tous les stores en avaient été baissés, et seuls de minces traits de lumière orange témoignaient du contours de ses fenêtres. Une fois à bord de cette voiture privée, nous commençâmes à observer le tabou convenu quant à nos noms de famille. Nous nous adressions l'un à l'autre en tant que "Ben", "Paul", "Nelson", et "Abe". Davison et moi-même adoptâmes même des masques encore plus opaques, en abandonnant jusqu'à nos prénoms. En vertu de la théorie selon laquelle nous avions toujours raison, il devint "Wilbur" alors que je devenais "Orville", en référence aux deux pionniers de l'aviation qu'étaient les frères Wright.

Serviteurs et personnel du train auraient éventuellement été en mesure d'identifier un ou deux d'entre nous, mais ils ne nous connaissaient pas tous, et c'était nos noms imprimés ensemble qui auraient rendu notre mystérieux voyage significatif aux yeux de Washington, de Wall Street, voire de Londres. Cette découverte ne devait tout bonnement pas avoir lieu, car temps et efforts employés l'auraient été en pure perte. S'il devait officiellement être rapporté que notre singulière troupe s'était réunie pour rédiger un projet de loi sur les banques, celui-ci n'aurait pas eu la plus petite chance d'être voté par le Congrès.[54]

Tout est dit dans cette dernière phrase, qu'on doit

[54] Vanderlip, Frank, *From Farm Boy to Financier*, op. cit., p. 213.

au point de vue d'un "initié" – *il s'agissait bien là d'un complot planifié.* Le public américain ne confierait jamais le monopole de la fabrication de la monnaie à un petit groupe. Après tout, la loi antitrust Sherman avait justement rendu illégal tout monopole entravant le commerce, et un monopole de l'argent était de fait encore moins acceptable.

Pour éviter que les gens ne soient au courant, ces banquiers ont ainsi joué les fantômes pour se rendre sur une île perdue au milieu de la nuit, en usant de noms de code et autres travestissements !

Vanderlip continue en décrivant la réunion secrète elle-même, et en nous disant que c'est en fait Strong et lui-même qui ont rédigé le soi-disant Rapport "Aldrich" et le projet de loi présenté au Sénat. Ce qui est intéressant, c'est l'assurance absolue de Vanderlip quant au fait que ces banquiers agissaient dans l'intérêt de leur pays, et non dans leur propre et égoïste intérêt.

Ce que ce groupe proposait de faire – et qu'il ne fit en réalité pas en 1913 – c'était de remplacer l'or et l'argent par une fabrique de papier qu'il contrôlerait. Et que cela eût pu être présenté comme un acte de service public restera probablement incompréhensible pour la plupart des lecteurs.

> *Nous quittâmes le continent en bateau pour nous diriger vers l'île de Jekyll et nous isolâmes complètement pendant une semaine, voire dix jours, sans le moindre contact téléphonique ou télégraphique avec l'extérieur. Nous avions quitté le monde pour une île déserte. Il y avait un grand nombre de serviteurs de couleur, mais*

ils n'avaient pas la moindre idée de qui "Ben", "Paul" et "Nelson" étaient – même "Vanderlip", "Davison" ou "Andrew" aurait signifié moins que rien pour eux.

C'est là, dans le pavillon, que nous travaillions – nous remontâmes vers le Nord aussi secrètement que nous étions descendus vers le Sud. Il fut convenu que ce serait le Sénateur Aldrich qui présenterait au Sénat le projet de loi que nous avions esquissé. Il devint connu dans le pays sous l'appellation de "Plan Aldrich". Aldrich et Andrew nous quittèrent à Washington, alors que Warburg, Davison, Strong et moi-même remontions vers New York.

Le Congrès était sur le point de se réunir ; nous fûmes cependant informés un samedi à New York que le Sénateur Aldrich était souffrant, et ce, au point de ne pas pouvoir rédiger un document digne d'accompagner son plan. Ben Strong et moi-même nous rendîmes ainsi à Washington pour préparer ledit rapport. Si ce que nous avions fait à l'époque était venu aux oreilles du public, cette action aurait alors été dénoncée comme une embrouille de Wall Street, ce qu'elle n'était absolument pas. Aldrich n'avait jamais été homme à jouer les vulgaires serviteurs des intérêts des soi-disant puissances de l'argent. C'était un homme consciencieux animé d'un idéal de service public. Il avait fait appel à nous quatre qui avions notre adresse à Wall Street, parce qu'il savait que nous étudiions depuis des années les

aspects du problème dont il était de son devoir officiel de s'occuper.[55]

Le Plan Aldrich rédigé par Vanderlip et Strong ne fut pas voté par le Congrès : il y fut descendu en flammes. C'est un Sénateur Aldrich malade qui prit sa retraite, et le Trust de l'Argent fut contraint de chercher ailleurs pour faire adopter son projet par le Congrès.

Cleveland Dodge, le directeur de la First National Bank, était un ami de classe (depuis 1879 à Princeton) de Woodrow Wilson. McCormick, du Harvester Trust, faisait également partie de cette classe de Princeton. Au début des années 1900, Wilson était devenu président de l'université de Princeton grâce à Cleveland Dodge, et ce dernier fit savoir que Wall Street considérait Wilson comme de la "chair à Président".

C'est un Woodrow Wilson flatté qui écrivit en décembre 1906 au journaliste George Harvey pour savoir qui étaient "les hommes influents qui le considéraient comme de la 'chair à Président'". Harvey lui répondit "en nommant certains des banquiers les plus influents, ainsi que divers hauts fonctionnaires et journalistes conservateurs du pays".[56]

Wilson, dont l'image publique d'enseignant avait tout de la vieille chouette mal assurée, était cependant passé maître dans l'art de ne pas être forcément ferme sur ses convictions *{"to get along, one has to go along" ds. le txt. (N.d.T.)}*. En mars

---

[55] Ibid.

[56] Baker, Ray, *Woodrow Wilson: Life and Letters {Vie et correspondance de W. W.}*, New York : Doubleday, Page and Co., 1927-1939, vol. 3, p. 365.

1907, George Harvey présenta Wilson à Thomas Fortune Ryan, un membre du Copper Trust et un financier très en vue. Après leur entrevue, Wilson rédigea un éloge de l'Establishment de Wall Street où il fournissait une caution universitaire aux Trusts, laquelle était comme par hasard en totale contradiction avec ses déclarations publiques.

Cette cabale, initiée par Wall Street avec l'assistance des chefs politiques du New Jersey, ouvrit la voie à Woodrow Wilson pour devenir Gouverneur du New Jersey en novembre 1910.

En l'espace de quelques mois, Cleveland Dodge ouvrit un compte bancaire à New York et installa ses bureaux au 42 de Broadway pour propulser Wilson à la Présidence. Ce compte bancaire de campagne fut ouvert avec un chèque de 1000 dollars rédigé par Cleveland Dodge. Dodge fournit ensuite les fonds pour expédier par la poste le *True American of Trenton, New Jersey* à 40.000 abonnés dans tous les États-Unis, auquel s'ajoutait l'envoi hebdomadaire ininterrompu de deux pages de littérature promotionnelle sur fond de "Wilson Président !"

Les deux tiers des finances de campagne de Wilson pour la présidentielle provenaient de sept individus seulement, tous de Wall Street et liés à ces mêmes trusts que Wilson dénonçait publiquement. Les slogans pour l'élection de Wilson en faisaient l'éloge en tant qu'homme de paix hostile aux trusts et aux monopoles. Voici les sources mêmes qui finançaient sa campagne[57] :

[57] Overacker, Louise, *Money in Elections*, New York : MacMillan, 1932.

Cleveland H. Dodge........................ 51.300 dollars
(Dir. de la National City Bank, etc.)
Henry Morgenthau........................ 20.000 dollars
(Financier)
Cyrus H. McCormick.................... 12.500 dollars
(Harvester Trust)
Abram I. Elkus.............................. 12.500 dollars
(Avocat à Wall Street)
Frederick C. Penfield..................... 12.000 dollars
(Immobilier de Philadelphie)
William F. McCombs..................... 11.000 dollars
Charles R. Crane........................... 10.000 dollars
(Crane Co., Chicago)

Wilson fut nommé candidat et écrivit plein d'exaltation au "Cher Cleve" (Dodge) : "Je suis si heureux que j'arrive à peine à penser !"[58] Le discours d'acceptation de Wilson fut rédigé à bord du "Corona", le yacht de Dodge, alors qu'ils préparaient la stratégie de la campagne à venir.[59]

En résumé, Wilson était aux mains du Trust de l'Argent, avait menti au public américain quant à sa véritable position sur les trusts et Wall Street, et trahissait enfin la tradition jeffersonienne-jacksonienne du parti démocrate.

Wilson fut élu Président – et les votes venaient à peine d'être comptés que Wall Street s'affairait déjà pour organiser une "réforme de la devise". Au début de décembre 1912, le Colonel House s'était déjà entretenu avec les membres clés du Congrès pour qu'ils

---

[58] Baker, Ray, *Woodrow Wilson: Life and Letters*, op. cit.
[59] Ibid., p. 372.

emboîtent le pas à Wilson ; et quand Paul Warburg téléphona à House le 12 décembre 1912, le Colonel lui déclara que le plan était prêt. Et House d'ajouter dans ses mémoires : "Je savais que le Président élu avait les idées parfaitement claires à propos de cette question."[60]

En mars, Frank Vanderlip parla avec House et, deux semaines plus tard, un groupe de banquiers arriva à la Maison-Blanche avec une "Réforme de la devise" déjà imprimée pour que Wilson la présente au Congrès. Mais House suggéra qu'il ne serait pas sage de faire étalage du pouvoir de la Maison Morgan avec une proposition de réforme déjà imprimée – le "Federal Reserve Act" fut par conséquent ramené à Wall Street pour y faire une copie tapée à la machine du plan déjà imprimé.[61] Il ne restait maintenant plus qu'à faire voter par le Congrès la proposition de loi concernant la Réserve Fédérale.

---

[60] Seymour, Charles, *The Intimate Papers of Colonel House*, op. cit. vol. 1, p. 161.
[61] Ibid.

CHAPITRE

9

LE TRUST DE L'ARGENT ESCROQUE LE CONGRÈS

Le vote du Congrès de décembre 1913 concernant le "Federal Reserve Act" compte sans doute comme l'une des perversions anticonstitutionnelles du pouvoir politique les plus scandaleuses de toute l'histoire de l'Amérique.

Il est assurément difficile d'imaginer une loi ayant eu autant d'effets et ayant illégalement transféré encore plus de pouvoir de monopole à une clique de comploteurs. On pourrait trouver la sentence sévère, mais le lecteur aura tout le loisir d'apprécier si elle se justifie à la lecture du présent chapitre : le vote pratiquement heure par heure de cette loi et sa ratification par le Président Wilson.

Cette loi transférait le contrôle de l'émission de la monnaie américaine du Congrès à une élite privée. Une monnaie fiduciaire en papier remplaçait ainsi l'or et l'argent, et les financiers de Wall Street étaient dorénavant en mesure d'exploiter une émission illimitée de la monnaie sans qu'il leur en coûtât rien.

Pourtant, comme le déclarait le Sénateur Townsend : "Ce projet de loi n'est issu d'aucune tribune politique. Il n'est pas de lieu et de moment

où le peuple se serait exprimé à son propos."[62] Une extraordinaire entreprise de lobbying entoura ce projet de loi, comme c'est le cas aujourd'hui, en ces années 1990, où une extraordinaire quantité de lobbies sont pareillement sollicités à chaque tentative de juguler la "Fed'", voire d'enquêter à son sujet. En 1913, la direction du parti démocrate subit de fortes pressions de la part de Woodrow Wilson et des lobbyistes des banques new-yorkaises, pour s'assurer que l'opposition n'atténue pas la portée de ce projet de loi et permette à d'autres factions privées de devenir actionnaires.

Nous en voulons pour témoin la réclamation du Sénateur Gilbert Minell Hitchcock, un personnage à l'esprit indépendant du Nebraska, où il publiait l'*Omaha World Herald.* Le projet de loi venait de passer de la Chambre au Sénat :

M. HITCHCOCK : Un "document sacré" en tant qu'issu de la Chambre où, comme je l'ai déjà dit, il nous a été interdit d'ajouter le moindre point sur un "i" ou de barrer le moindre "t".

M. OWEN : Par qui donc ?

M. HITCHCOCK : Et à propos duquel on nous a commandé de le voter sans la moindre audition et sans l'examiner plus que cela.

M. POMERENE : M. le président, cela fait un moment que je fais la tournée de ces circonscriptions sacrées, et je n'ai pas entendu que quiconque ait interdit à qui que ce soit de

[62] *Archive parlementaire* du 8 février 1915 (Sénat).

changer d'opinion ou de critiquer tout projet de loi issu de la Chambre, voire tout projet de loi qui serait né ici même. N'importe qui a le droit de changer de point de vue. Le Sénateur lui-même a changé de point de vue un certain nombre de fois. Je ne dis pas cela pour lui jeter la pierre, mais simplement dans le but de montrer qu'il a toutes ces semaines été un fonctionnaire libre de sa morale.

M. HITCHCOCK : M. le président...

M. OWEN : Le Sénateur du Nebraska ne nous a pas dit qui lui avait ordonné de ne pas ajouter le moindre point sur un "i" ou barrer le moindre "t", et je serais heureux que le Sénateur veuille bien nous révéler cette précieuse information, à moins que le Sénateur ne la considère comme confidentielle.

M. HITCHCOCK : Je pense que je vais laisser notre pays en juger. Nous verrons bien ce qu'il en sera.

M. OWEN : Si le Sénateur veut se contenter de ne voir cela que comme une insinuation, c'est au Sénateur qu'il revient d'en décider.

M. HITCHCOCK : C'est une liberté que je vais prendre.[63]

Le 18 septembre 1913, le projet de loi Glass, la version parlementaire du projet de loi de Morgan de centralisation des banques, fut voté par la Chambre des Représentants par une écrasante majorité de 287 voix contre 85. La plupart des parlementaires

---

[63] Ibid.

n'avaient pas la moindre idée de l'objet de ce projet de loi. Il n'y eut pas d'amendement. Ils votèrent pour ou contre, et il n'y eut que les courageux pour voter contre. Ce projet de loi "Glass" fut nommé d'après le Député Carter Glass de Virginie (1858-1946), banquier de son état (directeur de l'United Loan and Trust et de la Virginia Trust Company).

Le projet de loi Glass passa ensuite par le Sénat et devint le projet de loi Owen, d'après le Sénateur Robert Latham Owen (1856-1947) de l'Oklahoma, le président de la Commission sénatoriale des Finances – et pareillement banquier (actionnaire majoritaire de la First National Bank de Muskogee).

Cela prit exactement 4 heures et demi au Sénat pour débattre du projet de loi Owen et l'adopter par 43 voix contre 25. Les Républicains ne virent même pas le rapport de compromis le concernant. Celui-ci est normalement lu devant l'assemblée. Aucun membre du Sénat n'aurait pu connaître son contenu et certains Sénateurs déclarèrent même en cours de séance qu'ils n'avaient pas connaissance du contenu du projet de loi Owen.

À 18 heures 02 ce même jour, le projet de loi fut précipitamment voté par le Sénat sans débats. Et le Président ratifia ainsi le "Federal Reserve Act" de 1913.

Un examen détaillé des débats du Sénat montre que les Sénateurs n'avaient pas d'éléments de discussion, et que toutes leurs critiques étaient restées sans réponse. Le Sénateur républicain Bristow (1861-1944) fit quelques commentaires amers à propos d'un évident conflit d'intérêts :

Je voudrais déclarer ici que ce projet de loi a été rédigé dans l'intérêt des banques, que le Sénateur de l'Oklahoma a, à l'instar du président de la Commission, d'importants intérêts dans le secteur bancaire, que les bénéfices qui échoiront à ces banques accroîtront directement sa fortune personnelle ; qu'il a lui-même voté pour augmenter les dividendes des actions des banques régionales, lesquels seront payés aux banques membres à concurrence de 5 à 6 pour cent ; qu'il a voté contre l'autorisation donnée aux citoyens de posséder des actions de ces banques régionales en insistant sur le fait que ces actions seraient détenues par les banques membres, et qu'il a voté contre le fait de confier à l'État le contrôle de ces banques régionales, en favorisant pour cela les banques contrôlant ces dernières ; et c'est ainsi à lui de nous dire s'il a violé la règle stipulée dans le Manuel de Jefferson.[64]

Le débat du Sénat, pour ce qu'il valait – privé de son rapport de compromis –, culmina le lundi 15 décembre 1913 dans une épreuve de force politique. Au cours de ce vote, les amendements proposés par le Sénateur Hitchcock – seul démocrate à œuvrer contre le projet de loi – furent refusés par un vote de 40 voix contre 35.

Les amendements de Hitchcock visaient à faire du Federal Reserve System un monopole étatique plutôt que privé, à savoir que le contrôle du Trust de

64 Ibid.

l'Argent relèverait du Département du Trésor.

Il est intéressant de voir que le Sénat allait à une écrasante majorité refuser d'instituer un contrôle de l'émission de la monnaie au sein du Département du Trésor, et préférait confier ce contrôle à la Maison Morgan. Le Colonel House avait ainsi parfaitement accompli sa tâche.

À la relecture de ce débat, où il n'était la plupart du temps rien dit, on constate qu'on y reconnaissait la probabilité d'une inflation des prix. L'argument se voulait une approche dictée par le bon sens énonçant que sans la contrainte de matières épuisables comme l'or et l'argent, la pression exercée par une monnaie fiduciaire inépuisable pourrait déboucher sur une inflation des prix. Le seul argument qu'on y opposa sans grande conviction fut que "des banquiers sensés ne sauraient permettre une inflation des prix."

On notera que nous utilisons aujourd'hui le terme "inflation des prix". En 1913, le terme "inflation" faisait toujours référence à une inflation de la monnaie, c.-à-d. une augmentation de l'émission de billets de banque. Dans l'intervalle des décennies qui ont suivi, son sens a radicalement changé. Quand on utilise aujourd'hui le terme "inflation", celui-ci fait *toujours* référence à l'inflation des prix, c.-à-d. à une augmentation des prix.

Le Sénateur champion de la mise en garde de l'inflation (de la devise) à venir fut le Sénateur Root, qui accusa étrangement Bryan, le populiste pro-argent, d'avoir pour une grande part influencé le "Federal Reserve Act" en coulisse (chose qui avait peu de chances d'être probable, et représentait sans doute une diversion *{"red herring" ds. le txt. (N.d.T.)}*).

Root lança cependant une mise en garde contre l'inflation et la panique financière, pour ensuite défendre le projet de loi Glass-Owen au motif qu'une inflation ne saurait survenir, "à moins que ce ne soit les argentiers sensés qui dirigent les banques qui la provoquent eux-mêmes".

Nous avons une fois de plus, ici, les puissances de l'argent qui contrôlent l'opposition, c.-à-d. qui avancent des arguments qui peuvent être facilement contrés, tout en s'assurant que les critiques vraiment patentes ne voient jamais le jour.

Aujourd'hui, ce lien irréfragable entre inflation de la monnaie et inflation des prix est noyé dans une confusion où le double langage universitaire le dispute à la manipulation algébrique. Les économistes de nos universités sont aujourd'hui si inféodés à la manipulation mathématique (avec l'illusoire argument de la rigueur) qu'ils ont complètement oublié les truismes fondamentaux de l'économie. À de très rares exceptions près [le Hillsdale College (Michigan, É.-U. d'A.) et l'Institut Ludwig von Mises de l'Université d'Auburn (Alabama, É.-U. d'A.)], les départements universitaires d'économie ne représentent que les pions consentants du trust moderne de l'argent ou du Système de Réserve Fédérale (l'auteur est ici particulièrement bien placé pour parler de l'abyssale ignorance qui régnait au département d'économie de l'UCLA au début des années 1960).

Root reçut sa réponse de la bouche du Sénateur Hitchcock, qui fit remarquer qu'en vertu de ce projet de loi, "le contrôle du système monétaire allait devoir être confié aux banquiers." D'autres, comme le Sénateur Weeks, ne se souciaient guère de tout cela

au motif que "les États-Unis avaient les banquiers les plus compétents du monde." Mais il faut savoir ici que Weeks était lui-même banquier.

Le dernier discours de ce lundi après-midi fut celui du Député Mann de l'Illinois, le chef du groupe républicain, qui fit l'assertion plutôt étrange que les É.-U. d'A. étaient en plein milieu d'une panique industrielle et financière qui exigeait qu'on vote le "Federal Reserve Act".

Mardi 16 décembre 1913

Lors du débat du mardi au Sénat, le Sénateur Root insista à nouveau sur le danger d'inflation que comportait le "Federal Reserve Act" proposé. De continuelles interruptions suggèrent, si l'on en croit le *New York Times* du 17 décembre, que ceux qui soutenaient le projet de loi en furent publiquement affectés. Ils argumentèrent en retour que l'inflation n'était pas possible si les titres émis étaient des titres étatiques fiables – ce à quoi Root répondit :

> *Ma critique du projet de loi elle-même ne se situe pas à ce niveau-là. Mon objection est que ce projet de loi autorise une inflation importante de notre monnaie, et cette inflation peut tout aussi facilement et tout aussi inévitablement être le fait d'emprunts d'État "papier" garantis par des titres fiables comme par des titres peu fiables [...].*

Soulignant que :

[...] personne ne contestera que de grandes nations commerciales se sont jadis parfois laissé emporter par un optimisme débordant qui, allié au mécanisme de l'argent facile, les a conduites à un point tel qu'elles ont connu les affres d'un terrible effondrement.

Root renforça son argument de l'"optimisme débordant" comme suit :

Le jugement se trouve altéré par l'optimisme de l'heure et devient de moins en moins efficace pour ce qui est de contrôler l'expansion du commerce à mesure que celle-ci perdure.

Pour clore son argumentaire par :

Plutôt que d'accomplir notre devoir de branche législative de l'État américain responsable, nous nous y dérobons pour l'abandonner à un organisme subalterne de cet État.

Mais Root n'exploita malheureusement pas son argument jusqu'au bout, à savoir que cet "organisme subalterne de l'État", comme il l'appelait, allait de fait devenir un monopole privé de l'argent aux mains de banquiers nationaux.

La réaction générale à ces mises en garde contre l'inflation consista à évoquer l'existence d'une réserve d'or qui garantirait la masse monétaire : on proposa qu'elle fût de 33 pour cent et ⅓. Le Sénateur Williams du Mississippi déclara par exemple que

la grande inflation que craignait le Sénateur Root n'était qu'une "simple possibilité mathématique". Pourquoi ? Parce que, argua le Sénateur Williams, "il serait inconcevable qu'un Président nomme au conseil d'administration ne serait-ce qu'un membre qui croirait en une monnaie fiduciaire." Quatre-vingts ans plus tard, Sénateur Williams, c'est au contraire *chaque* membre du conseil d'administration de la Réserve Fédérale et de ses banques régionales, qui croit ardemment en une monnaie fiduciaire et se pose comme un adversaire de l'or. À l'époque du Président Wilson, il était inconcevable que le rôle de l'or pût jamais prendre fin. À l'époque du Président Clinton, aucun décideur politique ne saurait imaginer le fait que l'or joue le moindre rôle.

Mercredi 17 décembre 1913

Le mercredi, on put s'apercevoir des puissantes pressions qui s'exerçaient en coulisse au moment où la Maison-Blanche annonça qu'elle attendait que le Sénat vote une loi sur la monnaie avant samedi, que la Chambre accepterait cette version de la loi issue du Sénat sans changements, et que le projet de loi se verrait ratifié par le Président la veille de Noël. Le problème de ce scénario à la va-vite, c'est que la mise en garde du Sénateur Root quant à une inflation des prix eut ce mercredi-là quelque effet, et une réunion du comité électoral du parti démocrate fut organisée au cours de la brève pause dînatoire du soir pour examiner deux des propositions de Root : a) que l'émission de billets de banque soit limitée par

la loi et, b) qu'on fasse passer la réserve d'or à 50 %, et que toute "déperdition" en deçà de ce niveau soit lourdement taxée.

Il résulta des débats que l'amendement sur la limitation des billets de banque fut rejeté, mais le comité électoral adopta une proposition de faire passer la réserve d'or à 40 % en exigeant qu'une partie des gains des banques régionales fût mise de côté sous forme de réserve d'or. Il est intéressant de noter que la majorité démocrate était bien consciente des contraintes qu'imposait l'or, et il n'était en 1913 pas dans les intentions du Congrès de les rejeter de quelque manière que ce soit ou même de les limiter. En résumé, l'actuelle tentative de démonétiser l'or en le retirant progressivement du système monétaire fut non seulement rejetée par le Congrès de 1913, mais les dangers de toute démonétisation de la sorte furent en outre reconnus comme menaçant directement la prospérité des États-Unis.

Même après la tenue de ce comité électoral, des critiques se firent entendre de la part d'un certain nombre de Sénateurs. Le Sénateur Crawford du Dakota du Sud n'aimait pas du tout cet aspect de monopole privé :

> *[...] vous êtes tout simplement en train de créer une banque de grands banquiers, une banque pour assister les grandes banques, mais dont les capitaux devront selon vous être fournis par les petites banques. Ces petites banques sont tout simplement priées de fournir de l'eau au moulin des grandes banques. Vous dites ainsi aux Vanderlip, Hepburn, Morgan et*

autres Reynolds, "entrez donc avec vos titres à court terme et venez prendre l'argent", mais vous dites aux Smith, Brown et autres Jones des districts de province, "allez donc voir ailleurs avec vos titres fonciers à long terme ; nous ne sommes pas en mesure de les escompter."

L'un des aspects de ce mercredi soir qui ne laisse pas d'intriguer, c'est que même si une majorité du Congrès comprenait plus ou moins l'idée que ce système serait inflationniste, elle rechignait apparemment à se résoudre à voter contre le projet de loi.

Jeudi 18 décembre 1913

Arrivé au jeudi, toute opposition efficace s'était écroulée et, pour accélérer le vote, le Sénat opéra selon une règle des 15 minutes. De par ce dispositif, une demi-douzaine d'amendements Hitchcock se virent éliminés, tandis que d'autres amendements, proposés le soir précédent par le comité électoral du parti démocrate, ne recueillaient que peu d'attention. Les débats font état de sérieux doutes et de différences d'opinion, mêlés à des prédictions selon lesquelles le projet de loi serait voté avant Noël et ratifié le lundi ou le mardi de la semaine suivante. On sema le trouble dans l'opposition. On négligea également certains problèmes. Des questions fondamentales, y compris la possibilité d'inflation, furent omises par les responsables. On sentait presque une atmosphère de panique – il fallait coûte que coûte voter un

"projet de loi monétaire". Conséquemment, et bien que le projet de loi fût réputé pour être déficient, le *New York Time* du vendredi 19 décembre publia son compte-rendu sous le titre : **"La bataille de la loi monétaire touche à sa fin"**. La Maison-Blanche se hâta d'annoncer qu'elle était en train de passer des noms en revue pour le poste de gouverneur du conseil d'administration de la Réserve Fédérale. Le premier nom à être prononcé par la Maison-Blanche fut celui de James J. Hill, de la compagnie ferroviaire "Great Northern". Il fut proposé par le banquier international James Speyer – ce qui confirmait les agissements des banquiers en coulisse.

Vendredi 19 décembre 1913

Le vendredi 19 décembre, le dernier vendredi avant Noël, pendant lequel les pensées du Congrès tournaient plus autour des achats de Noël que d'affaires de monnaie, le Sénat vota le projet de loi monétaire du Président Wilson par une écrasante majorité de 54 voix contre 34. Tous les démocrates du Sénat, auxquels s'ajoutèrent six républicains et un républicain progressiste, votèrent pour le Système de Réserve Fédérale. Il y eut 34 républicains à s'opposer à la Réserve Fédérale. Pour amadouer les critiques, le projet de loi comprenait un soi-disant "amendement radical", à savoir que les membres du Congrès n'auraient pas la possibilité de siéger au conseil d'administration de la Réserve Fédérale.

On rapporta, et cela ne surprendra personne, que les banquiers avaient accueilli le vote de la loi

avec "soulagement" – mais n'étaient pas totalement satisfaits, étant encore pressés de procéder à des changements en commission. William A. Gaston, le président de la National Shawmut Bank, passa plusieurs jours à Washington en discussions avec des députés et des commissions monétaires du Sénat en faisant le commentaire que :

> *[...] les modifications à venir, adoptées en réunion, permettront aux banques de mieux exploiter ce projet de loi. –*

Edmund D. Hulbert, le vice-président de la société "Merchants Loan and Trust" ajouta à ceci que :

> *[...] c'est dans l'ensemble une loi saine qui contribuera fortement à ce que les banques et la monnaie démarrent d'un bon pied.*[65]

W. M. Habliston, le directeur de la First National Bank de Richmond déclara qu'*"il en résultera une monnaie élastique qui évitera les paniques"*, et Oliver J. Sands, le président de l'American National Bank émettra quant à lui le commentaire que :

> *Le vote de cette mesure monétaire aura un effet bénéfique sur l'ensemble de notre pays et sa mise en œuvre profitera aux affaires. Il me semble que nous assistons là à la naissance d'une ère de prospérité générale [...].*

---

[65] *New York Times* du 20 décembre 1913.

La seule objection qui fut rapportée de la bouche d'un banquier, fut celle de Charles McKnight, le président de la National Bank pour la Pennsylvanie de l'Ouest : *"Voilà qui ne fera guère de bien à notre pays [...]."*

Samedi 20 décembre 1913

Après le passage du projet de loi Owen au Sénat, la mesure atterrit au sein d'une commission interparlementaire de compromis pour aplanir les différences subsistant entre le projet de loi Glass de la Chambre et le projet de loi Owen du Sénat. Tous les membres républicains furent exclus de la commission en question. Celle-ci se réunit ensuite pendant quatre heures, le soir du samedi 20 décembre, pendant lesquelles on découvrit au moins 20 (40 selon certains) points de divergence majeurs, en outre de désaccords mineurs quant à sa formulation, qui requéraient plus d'une centaine de corrections. En ce qui concerne la plupart de ces points mineurs, le Sénat céda devant la Chambre. Néanmoins, *aucune des 20 (40) divergences majeures ne fut abordée lors de cette commission du samedi soir, et il fut généralement convenu qu'il y avait très peu de chances pour que le projet de loi mixte fût voté lundi.* Comme le rapportait le *New York Times* du 21 décembre 1913 : *"Les points faisant l'objet d'une sérieuse controverse englobent pratiquement tous les amendements importants du Sénat."*

Dans une tentative de résoudre un certain nombre de divergences majeures, les membres de la

commission acceptèrent de se réunir toute la journée de dimanche. En outre, ce samedi-là, la Chambre se réunit au grand complet et refusa d'accepter la version sénatoriale de la proposition de loi par un vote de 294 voix contre 59, et entreprit ensuite de voter des amendements qui lieraient les députés participant à la commission.

Quant à ce samedi 20 décembre 1913, on trouvera à suivre certains des principaux points de désaccord majeurs entre la Chambre et le Sénat qui furent le reflet de différences aussi significatives que fondamentales dans l'approche d'un projet de loi monétaire :

Premièrement – le nombre de banques régionales de réserve ;

Deuxièmement – la manière de garantir les dépôts ;

Troisièmement – le volume des réserves en or requises en contrepartie des billets de banque en circulation ;

Quatrièmement – les modifications en ce qui concerne ce qui serait nationalement acceptable dans les cas de commerce national et international ;

Cinquièmement – les modifications quant aux provisions de la réserve ;

Sixièmement – le droit des banques membres d'utiliser les billets des banques de la Réserve Fédérale à des fins de réserve ;

Septièmement – le statut des bons à deux pour cent du gouvernement en tant que garantie des billets de banque nationaux ;

Huitièmement – les dispositions du Sénat en ce qui concerne une augmentation des mouvements des

banques nationales.

Tel était l'avancement du débat législatif à la fin de la soirée du samedi.

Dimanche 21 décembre 1913

Quant à ce qui s'est exactement passé ce dimanche-là à Washington, D.C., nous ne le saurons jamais vraiment.

Mais ce que nous savons *effectivement*, c'est qu'en ce dimanche matin, les membres de la commission interparlementaire de compromis étaient confrontés à plus de 20 (40 selon certains) divergences fondamentales concernant un projet de loi d'une importance cruciale – qui serait amené à affecter l'existence présente et future de chaque Américain. Pourtant le lundi matin suivant, le *New York Times* du 22 décembre rapporta en page de une que **"Le projet de loi monétaire pourrait être ratifié aujourd'hui"**. Le *'Times* rapportait comment la commission mixte de compromis avait aplani ses divergences d'une manière qui n'avait pas été révélée. Voici comment ce "journal de référence" formulait l'événement :

> *À une vitesse pratiquement sans précédent, la commission mixte de compromis destinée à aplanir les divergences entre la Chambre et le Sénat à propos du projet de loi monétaire, a quasiment achevé sa tâche tôt ce matin (lundi 22). Samedi, la commission ne s'est pas contentée d'expédier les préliminaires,*

remettant au dimanche la résolution de quarante divergences essentielles.

La vitesse "pratiquement sans précédent" qu'adopta la commission mixte de compromis fut probablement atteinte à une heure totalement invraisemblable – entre 1 heure 30 et 4 heures en ce matin du lundi 22 décembre. Mais penchons-nous plus en détail sur ce lundi si critique.

Lundi 22 décembre 1913

Le dimanche 21 décembre à minuit, 20 (ou 40 selon les sources) points de désaccord majeurs exigeaient une solution. Le lundi à 23 heures, 23 heures plus tard donc, la Chambre votait le "Federal Reserve Act" par 298 voix contre 60. C'est au cours de ces brèves 23 heures que ces divergences majeures furent résolues, le tout mis en mots, envoyé à l'imprimeur, composé, les épreuves relues, le texte imprimé, distribué, lu par chaque membre de la Chambre, considéré, évalué, soumis à débats et délibérations – et enfin, voté. Cette vitesse miraculeuse, jamais égalée au Congrès des États-Unis, pas plus qu'elle ne le sera par la suite, ressemblait de manière inquiétante au passage de lois à coups de tampon des républiques bananières.

Lun. 22 déc. 1913	1:30 - 4:30	Com. mixte de compromis aplanit 20 (ou 40) divergences majeures entre les deux projets de loi
12 heures 30 entre la commission parlementaire de compromis et le rapport imprimé	4:30	Rapport transmis à l'imprimeur
	7:00	Épreuves relues
	13:00	Exemplaires imprimés sont remis par l'imprimeur
	14:00	Rapport imprimé placé sur les bureaux du Sénat avec convocation d'une session pour 16 heures
	16:00	Membres Rép. de la com. mixte de compromis se rendent à la salle de réunion de la com. pour se faire dire qu'un projet de loi avait déjà été arrêté

	18:00	Rapport imprimé de la commission soumis à la Chambre par le député Glass – la plupart des députés se rendent au restaurant pour dîner pendant la lecture du projet de loi (1 heure ½)
5 heures entre le rapport final imprimé et le vote de la Chambre	19:30	Débats commencent avec un discours de 20 minutes de Glass
	23:00	La Chambre vote en faveur du "Federal Reserve Act" par 298 voix contre 60

La manière dont le projet de loi de Réserve Fédérale fut traité par la majorité démocrate, en particulier par les banquier-politicien-Sénateur Owen et banquier-politicien-Sénateur Carter Glass, est abondamment illustrée par une plainte émise des bancs du Sénat par le Sénateur Bristow du Kansas, le chef des républicains, dans laquelle il explique pourquoi il ne signera pas le rapport de la commission interparlementaire de compromis :

M. LA FOLLETTE : Cela dérangerait-il le Sénateur de nous apprendre qui participait

à cette réunion de compromis, et s'il y a eu un Sénateur pour refuser d'y participer ?

M. BRISTOW : Je n'ai pas été avisé de ceux qui ont participé à cette réunion de compromis. J'étais moi-même membre de la commission interparlementaire de compromis nommée par le président du Sénat, mais je n'ai eu connaissance de la réunion de ses membres qu'après que le rapport tel qu'il se présente à nous ait été établi, imprimé et posé sur les bureaux des Sénateurs. C'est seulement ensuite que le président de la commission m'a notifié qu'il y aurait une réunion de la commission, deux heures après qu'on ait posé sur mon bureau ce rapport de la commission interparlementaire de compromis entre les deux chambres du Congrès, quant à ce projet de loi "House of Representatives 7837") – destiné à procéder à l'établissement des banques de la Réserve Fédérale, fournir une monnaie élastique, procurer les moyens de réescompter des titres de commerce comme d'instituer une supervision plus efficace des banques aux États-Unis, ainsi qu'à d'autres objectifs. Je suis moi-même allé voir la pièce où l'on nous avait priés de nous présenter en compagnie du Sénateur du Minnesota (M. Nelson). Nous y avons trouvé le président de la commission interparlementaire de compromis ainsi que ses membres démocrates, et on nous a fait comprendre qu'ils avaient apporté des améliorations au rapport de la commission. Nous avons ensuite été invités à exprimer notre opinion quant à ce dernier, mais je préférais

> *pour ma part exprimer mon opinion là où elle serait susceptible d'apparaître par écrit, plutôt que dans l'intimité du lieu de réunion de la commission ; et c'est cela même que je vais entreprendre de faire ce matin.*
>
> *Je constate que ce rapport est signé par les membres démocrates de la commission. Je ne l'ai bien entendu pas signé, parce qu'on ne m'a pas invité à le signer, et je ne l'aurais de toute façon pas fait étant donné que je ne savais pas ce que contenait ce rapport au moment où il a été préparé, et n'avais aucune possibilité de vérifier ce qui s'y trouvait.*[66]

On peut dire en résumé que le chef des républicains ne savait pas ce que contenait cette loi, pas plus qu'il ne lui avait été donné la possibilité de découvrir de quoi elle était faite. Plus loin dans le débat, Bristow accusa directement Owen d'y introduire des dispositions dont sa propre banque pourrait bénéficier.

Il y a eu des abus majeurs dans le processus législatif qui a conduit au vote du Federal Reserve Act, lesquels auraient été suffisants pour la frapper de nullité. Si nous vivons effectivement dans une société qui a établi des règles, il ne saurait alors même pas y avoir de "Federal Reserve Act".

Tous deux présidents d'une commission des finances, les Député Glass et Sénateur Owen étaient en conflit d'intérêts avec leur intérêt personnel de banquier, ayant tout à gagner de ce projet de loi. Des réunions destinées à en discuter se sont tenues

---

[66] *Archive parlementaire* du 23 décembre 1913, p. 1468.

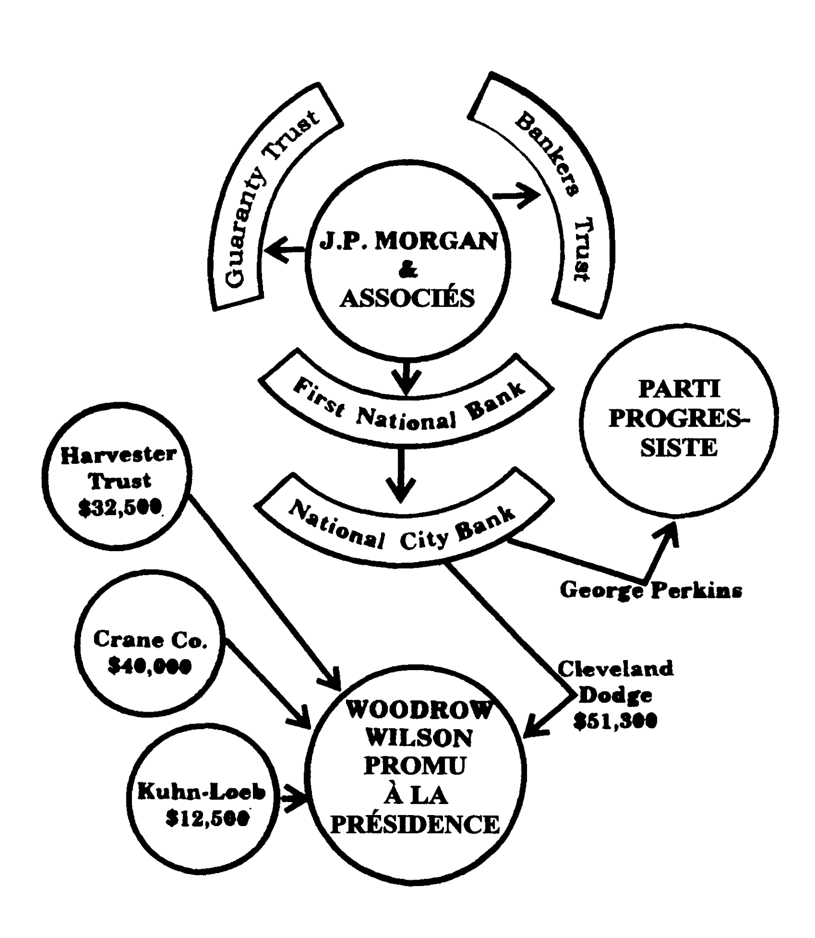
sans que des membres de la commission en aient eu connaissance. Des décisions furent arrêtées et prises en compte sans que certains membres ne le sussent et n'en fussent d'accord. Des paragraphes essentiels de ce projet de loi ont été formulés sans aucune consultation et sommairement votés sous une forme devenue définitive. Il y a ainsi des preuves irréfutables de l'influence des banques sur le Congrès.

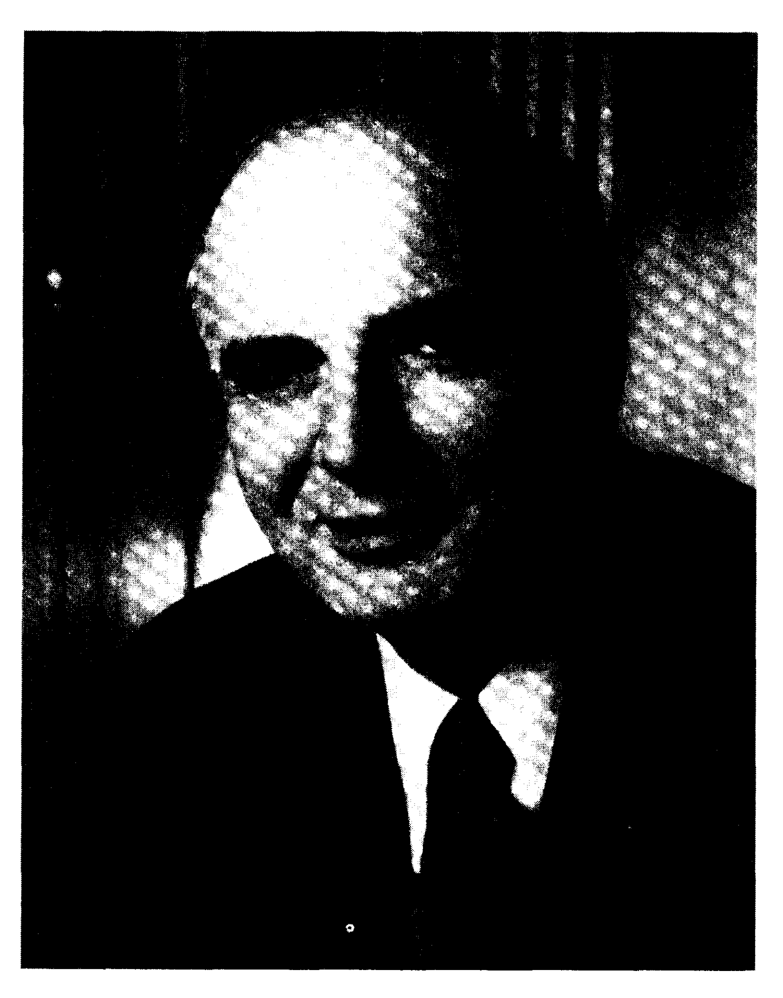
Le "Federal Reserve Act" représente une *façon suspecte de légiférer*, ne serait-ce que du point de vue de notre enquête superficielle. La plupart des parlementaires n'avaient aucune idée du contenu du projet de loi définitif, et on peut être certain que pas un d'entre eux n'a eu l'opportunité de le répercuter auprès des masses électorales pour les consulter. Une poignée de banquiers nationaux se sont ainsi vus garantir un monopole privé de l'argent dans des conditions fort suspectes.

Et comme allait le déclarer le Député Lindbergh le 23 décembre 1913 :

> *Cette loi établit le plus gigantesque trust que la Terre ait porté. En ratifiant cette loi, le Président légalisera le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire. Il est possible que le peuple ne s'en aperçoive pas immédiatement, mais il suffira de quelques années pour qu'il en prenne conscience [...].*

DEUXIÈME ÉTAPE : WOODROW WILSON DÉBITEUR DU TRUST DE L'ARGENT





Paul Volcker, employé de la Chase Manhattan Bank et président du Système de Réserve Fédérale dans les années 1970

CHAPITRE

10

LA RÉSERVE FÉDÉRALE AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, en ces années 1990, la Réserve Fédérale, à l'abri de toute enquête ou comptabilité officielle, continue tranquillement d'exercer son monopole – resté incontesté – d'émission de la monnaie.

Sa double fonction est de, A) Réguler le flux du crédit et de l'argent dans des buts économiques précis, et, B) Superviser les banques commerciales, c.-à-d. la plupart du temps elle-même.

L'entité décisionnaire centrale du SRF est son conseil d'administration, qui est nommé par le Président et confirmé par le Sénat. Chacune des 12 banques régionales a ses propres administrateurs. Ceux-ci sont divisés en trois catégories. Les administrateurs de catégorie "A" représentent le système bancaire, ceux de catégorie "B", l'industrie, ceux de catégorie "C" étant quant à eux censés représenter les citoyens.

De fait, les administrateurs de la catégorie "C" n'ont *jamais* représenté les citoyens. Il n'est pas du tout inhabituel pour un banquier de remplir un mandat d'administrateur de catégorie "A", et de conti-

nuer en accomplissant un mandat d'administrateur de catégorie "C".

La Réserve Fédérale est un système privé dont les banques sont propriétaires (voir document en fin de chapitre). Le contrôle de la monnaie par la "Fed'" relève d'un monopole privé garanti par le Congrès.

Elle est si puissante qu'aucun parlementaire n'ose poser ne serait-ce qu'une simple question.

Il y a bien entendu de bonnes raisons pour que la "Fed'" ne tiennent pas à ce que les citoyens fouinent dans ses affaires et posent des questions. Il s'agit *littéralement* d'une machine à faire de l'argent – ce qui est ouvertement admis par le gouvernement américain. En voici la déclaration officielle :

> *Où la Réserve Fédérale se procure-t-elle l'argent avec lequel sont créées les réserves bancaires ?*
>
> *Elle ne se procure pas cet argent, elle le crée. Quand la Réserve Fédérale rédige un chèque, cela crée de l'argent. Il peut en résulter une augmentation des réserves bancaires – en effets à vue ou en liquidités. Si le client préfère des liquidités, il peut demander des billets de banque de la Réserve Fédérale, et la Réserve Fédérale les fera imprimer par le Département du Trésor. La Réserve Fédérale n'est rien de plus qu'une machine à faire de l'argent. Elle peut émettre de la monnaie ou des chèques. Et elle n'a aucun problème pour faire des chèques valides, car elle peut obtenir toutes les coupures de 5 et de 10 dollars nécessaires pour les compenser rien qu'en*

*demandant au Département du Trésor de les imprimer (*source : "Money Facts", publié par la Commission sur les Banques et la Monnaie, Congrès des États-Unis, 1964*).*

En 1913, à l'époque où le "Federal Reserve Act" a été voté, l'idée d'un Système de Réserve Fédérale – en réalité une banque centrale – fut vantée au peuple américain par les banquiers, autant que par le Président Woodrow Wilson, comme celle d'une institution qui *échapperait au contrôle et à l'influence des banquiers* – au motif que la politique monétaire était trop importante pour être laissée aux mains de factions privées. Pourtant, cette institution est en réalité sous la complète domination des grands banquiers de New York.

La "Fed'" a menti !

La toute première réunion de la Banque de la Réserve Fédérale de New York du 5 octobre 1914, s'est tenu dans les locaux de la Bank of Manhattan, au n° 40 de Wall Street, à New York. La Bank of Manhattan fusionna par la suite avec la Chase National pour devenir la Chase Manhattan Bank.

Ayant passé les événements antérieurs par manque de place, nous découvrons également qu'au milieu des années 1970, le principal administrateur de catégorie "A" de la "Fed'" de New york n'était autre que David Rockefeller, le président de la Commission Trilatérale. Le mandat de David expirait en 1976, et il fut alors remplacé par le président du Morgan Guaranty Trust. L'influence de David se perpétua cependant de deux façons : à travers la nomination du Trilatéraliste Paul Volcker à la pré-

sidence de la banque de Réserve Fédérale de New York – un poste permanent ne nécessitant pas d'être réélu à intervalles réguliers –, et à travers la nomination de G. William Miller (membre du Conseil Consultatif de la Chase) à la présidence du Système de Réserve Fédérale, en remplacement du Trilatéraliste Arthur Burns.

En plus de cela, d'autres (des neuf) administrateurs de la Banque de Réserve Fédérale de New York étaient eux-mêmes liés à la Chase Manhattan Bank. Ses trois administrateurs de catégorie "B" étaient par exemple Maurice F. Granville, le président du conseil d'administration de Texaco, William S. Sneath, le président du conseil d'administration d'Union Carbide, et John R. Mulhearn, le président de New York Telephone.

Jetons un bref coup d'œil à la carrière de Paul Volcker, l'ancien président de la Banque de Réserve Fédérale de New York. En 30 ans, Paul Volcker a presque partagé son temps à égalité entre la Banque de Réserve Fédérale, la Chase Manhattan Bank et des postes de conseiller en second du Président à Washington, D. C. – un exemple parfait de ce qu'on appelle les "portes tournantes", ainsi que de l'objectif de la Trilatérale de "brouiller les distinctions entre institutions publiques et privées" pour son plus grand bénéfice.

Paul Volcker naquit dans le New Jersey en 1927. Sa licence fut obtenue à Princeton, sa maîtrise à Harvard, et sa thèse de troisième cycle à la London School of Economics, le berceau bien connu du socialisme britannique. En 1952, à peine sorti de la London School of Economics, Volcker intègre di-

rectement la Banque de Réserve Fédérale de New York en tant qu'économiste. Il y restera cinq ans jusqu'en 1957, époque à laquelle il quittera Liberty Street pour devenir économiste à la Chase Manhattan Bank, où il demeurera quatre années jusqu'en 1961. En 1961 enfin, Volcker entrait au Département du Trésor à Washington, terminant ainsi sa première révolution de "portes tournantes" en trois étapes. Nommé sous-Secrétaire adjoint aux Affaires Monétaires, il occupa cet emploi à Washington juste assez de temps pour apprendre les ficelles du métier, puis retourna à New York à la Chase Manhattan Bank en tant que vice-président responsable de la planification. Après trois années à ce poste, Volcker s'en alla en 1969 pour devenir sous-Secrétaire aux Affaires Monétaires au Département américain du Trésor. Cinq ans plus tard, il achèvera cette seconde révolution de ses "portes tournantes" en étant nommé à la présidence de la banque de Réserve Fédérale de New York.

Volcker est également membre du Council on Foreign Relations, de la Fondation Rockefeller et des Amis Américains de la London School of Economics.

Si Paul Volcker avait représenté un phénomène isolé, il aurait été difficile d'en déduire un contrôle du Système de Réserve Fédérale par la Trilatérale. Mais c'est là en réalité un phénomène qui se déroule parallèlement à une douzaine de situations du même tonneau.

La carrière à "portes tournantes"
du Trilatéraliste Paul Volcker

1952-1957
Économiste à la Banque
de Réserve Fédérale de New York
1957-1961
Économiste à la Chase Manhattan Bank
1962-1963
Trésor américain
1963-1965
Sous-Secrétaire adjoint aux Affaires Monétaires,
Trésor américain
1965-1968
Vice-Président de la Chase Manhattan Bank
et responsable de la planification
1969-1974
Sous-Secrétaire aux Affaires Monétaires,
Trésor américain
1975
Président de la Banque de Réserve Fédérale
de New York

Le conseil d'administration de la Réserve Fédérale lui-même est nommé par le Président.

Le conseil d'administration initial figurait précisément les intérêts dont Woodrow Wilson avait assuré aux citoyens américains qu'ils ne seraient pas représentés dans le Système de Réserve Fédérale. Le président du conseil d'administration était William G. M'Adoo, une personnalité en vue de Wall Street et ancien Secrétaire au Trésor – également beau-fils de Woodrow Wilson. Paul M. Warburg, le cerveau des banques alle-

mandes présent derrière le Système de Réserve Fédérale, représentait une nomination essentielle. C'est la famille Warburg qui contrôlait la Manhattan Bank. On avait également, présent au conseil d'administration, Charles S. Hamlin de la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale. Autre membre du conseil d'administration initial : le banquier W. P. G. Harding. C'est Frederic A. Delano, l'oncle de Franklin D. Roosevelt, qui était le vice-gouverneur du conseil d'administration – chose on ne peut plus opportune quand on sait que les Roosevelt, des "libéraux", représentaient une très vieille famille de banquiers new-yorkais. Autre membre encore : John Skelton Williams, le président de la Richmond Trust Company. La constitution initiale du premier conseil de gouverneurs reflétait parfaitement l'élite et les intérêts des banques, et le Système de Réserve Fédérale a depuis ce temps continué à refléter ces mêmes intérêts.

C'est le Trilatéraliste Arthur M. Burns qui fut président du Conseil d'administration de 1970 à 1978, une voix majeure qui a assez considérablement dicté la politique de la Réserve Fédérale. Si l'on en croit Andrew Brimmer, lui-même également Trilatéraliste et membre du conseil d'administration : "Arthur Burns est directement intervenu dans le choix de chacun des membres du conseil d'administration".

La dominance de la Trilatérale dans le système monétaire national nous enjoint d'examiner ses objectifs mondialistes afin d'y déceler d'éventuelles associations.

Les décideurs et analystes de la Trilatérale réalisent pleinement que le système monétaire mondial, qui inclut de l'argent créé sous forme de capitaux

de réserve, est sur la voie d'un effondrement. Les *Triangle Papers {revue de la C. Trilatérale où celle-ci publie ses études (N.d.E.)}* traitaient des systèmes monétaires du monde (*Towards a Renovated World Monetary System {Vers un système monétaire mondial rénové}*), et ceux-ci furent rédigés par Richard N. Cooper (plus tard sous-Secrétaire d'État aux Affaires Économiques), Motoo Kaji, un professeur d'Économie de l'université de Tokyo (auteur d'un ouvrage en japonais, *Gendaï No Kokusaï Kinyu – Les affaires monétaires du monde d'aujourd'hui*), et Claudio Segré, un banquier français de la Compagnie Européennes de Placements.

Le n° 1 de *Triangle Papers* définissait deux problèmes d'envergure mondiale : A) Comment accéder au plein emploi sans une inflation "rapide" ? Et, B) Comment combiner des économies nationales "dirigées" au sein d'une "économie mondiale qui leur bénéficierait toutes" ?

Il est vital de garder à l'esprit les hypothèses des Trilatéralistes. Ceux-ci ne cherchent pas une solution aux problèmes monétaires du monde : ils cherchent une "solution" liée à leurs objectifs et promouvant ces derniers. Ces objectifs sont : A) Une économie dirigée, c.-à-d. dirigée par la Trilatérale, et, B) Un "nouvel ordre mondial" de ces économies dirigées.

Nous nous trouvons une fois de plus devant la manipulation d'un problème destinée à servir les objectifs de la Trilatérale. C'est presque tous les jours que nous observons les signes d'une lutte visant à garder le contrôle du système monétaire américain, aux fins de réaliser un système fédéral de réserve à l'échelle mondiale.

La "Fed'" monétise la dette extérieure

Au début des années 1980, la "Fed'" dupa le Congrès par l'entremise de Paul Volcker quant à une nouvelle expansion du crédit monétaire à travers la monétisation de titres issus de la dette *extérieure*.

Ce qu'on appelait la "Loi sur la Dérégulation des Institutions de Dépôts et le Contrôle de la Monnaie" de 1980, relevait d'une appellation impropre. Dans la pratique, elle plaçait toutes les banques sous le contrôle de la "Fed'", qu'elles le voulussent ou pas, et donnait à la "Fed'" le pouvoir de considérablement augmenter le volume de monnaie fiduciaire en monétisant la dette extérieure, laquelle n'avait pratiquement aucune valeur.

Une fois de plus, la "Fed'" fit son maximum pour éviter toute publicité. Il n'y eut qu'un seul parlementaire, le Dr Ron Paul, pour repérer la clause de monétisation de la dette extérieure. Pour éviter que la chose ne s'ébruite, le président de la Commission sur les Banques se hâta d'accéder à la requête de Paul concernant la suppression de cette clause : "Vous voulez que nous l'enlevions ? Nous allons la retirer."

Nous aurons ensuite une répétition de l'attitude anticonstitutionnelle qui avait entouré la loi de 1913 sur le SRF. La Chambre vota le projet de loi sans cette clause – mais celle-ci y fut discrètement réinsérée en commission interparlementaire de compromis *pour faire partie intégrale de la loi telle qu'elle fut finalement approuvée par les deux Chambres*. Il est douteux qu'un quelconque parlementaire ait su ce que contenait le projet de loi qui fut finalement voté – c'est à ce point que la "Fed'" est aujourd'hui influente.

Discrètement, sans tambour ni trompette – et sans que la majeure partie des citoyens n'en ait conscience –, les banquiers internationaux ont construit une machine internationale à fabriquer de l'argent : un Système international de Réserve Fédérale ayant le pouvoir de contrôler le système économique et financier de la planète.

On peut faire remonter les origines de cette machine mondiale à fabriquer de l'argent à la Société des Nations et à la Banque des Règlements Internationaux *{"BRI" – "BIS" en anglais (Bank For International Settlements), N.d.T.}* des années 1920. Après la Seconde Guerre mondiale, ce furent le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale qui furent institués pour mondialiser le crédit et les emprunts.

On assista ensuite, à la fin des années 1950, à l'arrivée du marché des eurodollars, qui est aujourd'hui un vaste marché international qui gère les dépôts et crédits en dollars effectués hors des États-Unis. Au regard de l'histoire, il se pourrait bien que le système de l'eurodollar en vienne à être considéré comme le premier stade d'un système mondial du dollar. Les eurodollars sont gérés par des banques extérieures au territoire américain ainsi que par des institutions ne relevant pas des régulations et restrictions bancaires américaines.

Paul A. Volcker, l'ancien président de la "Fed'", a bien fait comprendre le rôle des nominations au conseil d'administration de la Réserve Fédérale : celui d'un soutien de la politique du président.

Se référant à la nomination d'Alan Blinder par Clinton, Volcker a fait le commentaire suivant :

Je pense qu'un vice-président a pour tâche, dans ses déclarations publiques, d'apporter son soutien à une politique donnée. Si son opinion est véritablement différente à la fin de la journée, cela ne devra faire l'objet d'aucune dissimulation, sauf que son rôle est d'apporter son soutien à l'institution autant que faire se peut.

En résumé, c'est la politique instituée par les banquiers de New York qui devra prévaloir, quelles que soient les opinions du vice-président du conseil d'administration, ou de tout autre administrateur de moindre importance. *Ce qui est quasiment la chose la plus proche qu'on puisse avoir d'un monopole réservé aux initiés – et qui n'est pas vraiment très différent d'un monopole qui s'exercerait à guichets fermés.*

En réponse à la critique selon laquelle il parlerait trop franchement, Alan Blinder a eu ce commentaire révélateur : "Quand nous adoptons des mesures, il n'y a aucune autre entité étatique qui puisse renverser la vapeur..."[67]

Ainsi, nous y voilà. La Réserve Fédérale est un monopole privé de crédit monétaire, créé par le Congrès dans des circonstances extrêmement douteuses, soumis au bon vouloir du président de son conseil d'administration, et dont les décisions échappent à l'intervention de l'État ou de qui que ce soit d'autre.

Une société libre obéissant à l'état de droit ? Les États-Unis sont sans coup férir devenus l'otage d'une

[67] *New York Times* du 26 septembre 1994.

poignée de banquiers internationaux.

Et qu'un quelconque parlementaire s'avise de défier l'autorité de la "Fed'" ! ...

July 16, 1979 COMPUTERWORLD p-139

position announcements | position announcements

Programmers

The Federal Reserve Bank of San Francisco. Some people still think we're a branch of the Government. We're not. We're the banks' Bank.

At the San Francisco Fed, our Computer Services Group continues to be a model for the National Federal Reserve System. We are using 2 IBM System 370/158's running under MVS/MP. Our software installed includes IMS DB/DC, TSO CICS. Our branch data centers all run DOS/VS on IBM System 370/135's & 370/145's.

How can the San Francisco Fed impact your computer career? Since the Fed is where all the bank regulations begin, our positions will provide you with operating perspective and financial application exposure not available anywhere else.

Applications Analyst Programmer

You'll assume responsibility for design through implementation of small to medium scale automation projects. You should have 2+ years in systems development, working knowledge of OS, JCL, COBOL and IMS and good oral and written communication skills.

Systems Programmer/Database Analyst

You will work with application development teams performing database design and administrative functions. You should have 6+ years in data processing, with 3+ years as a database analyst, experience working with OS/MVS-SNA-IMS DB/DC software equipment. You should be aware of IMS/VS facilities productivity aids, programming languages, knowledge of performance, recoverability and security factors in database design.

If you recognize this opportunity for advancement in your career, we'll be pleased to receive your resume addressed to K. Campbell, Federal Reserve Bank of San Francisco, P.O. Box 7702, San Francisco, CA 94120. An equal opportunity employer m/f/h.

Federal Reserve Bank of San Francisco

FEDERAL RESERVE BANK OF SAN FRANCISCO INC. MAY 20, 1914

Comme l'affirme la Banque de Réserve Fédérale de San Francisco (voir reproduction ci-contre) :

"Certains pensent encore que nous sommes une ramification de l'État. Ce n'est pas le cas : nous sommes la Banque des banques."

Chose qui confirme la thèse de notre ouvrage.

16 juillet 1979 COMPUTERWORLD

offres d'emploi offres d'emploi

Programmeurs

Banque de Réserve Fédérale de San Francisco. Certains pensent encore que nous sommes une branche de l'État. Ce n'est pas le cas : nous sommes La Banque des banques.

À la "Fed'" de San Francisco, notre Équipe de Services Informatiques continue d'être un modèle pour *le Système National de Réserve Fédérale. Nous utilisons* 2 systèmes d'exploitation IBM 370/158 fonctionnant sous MVS/IMP. Les logiciels installés par nos soins comprennent IMS DB/DC et TSO CICS. Nos arborescences utilisent toutes DOS/VS sur des systèmes d'exploitation IBM 370/135 et 370/145.

Comment la "Fed'" de San Francisco pourrait-elle promouvoir votre carrière ? Étant donné que la "Fed'" se situe à la source de toutes les régulations bancaires, les postes que nous offrons vous fourniront des perspectives de travail et de découvertes d'applications financières que vous ne trouverez nulle part ailleurs.

Analyste Programmeur d'Applications

Vous aurez pour tâche de concevoir par implémentation des projets d'automatisation à petite et moyenne échelle. Vous totalisez au minimum deux années d'expérience en développement système, vous avez travaillé sur OS, JCL, COBOL et IMS, et vous avez de bonnes aptitudes à la communication écrite et verbale.

Programmeur Systèmes / Analyste de Base de Données

Vous travaillerez avec des équipes de développement d'applications réalisant des analyses de bases de données et s'acquittant de fonctions administratives. Vous totalisez au minimum 6 ans d'expériences en traitement de données, et au minimum 3 ans d'analyse de bases de données, et vous avez travaillé sur des logiciels de type "OS/MVS", "SNA" et "IMS DB/DC". Vous aurez un certain nombre de notions concernant *les améliorations de performance d'équipements de type* "IMS/VS", les langages informatiques, ainsi qu'un certain nombre de connaissances à propos des facteurs de résultats, de récupération et de sécurité dans la conception de bases de données.

Si vous voyez dans cette opportunité un moyen de faire avancer votre carrière, nous serons heureux de réceptionner votre CV, que vous adresserez à K. Campbell, Banque de Réserve Fédérale de San Francisco, B.P. 7702, San Francisco, CA 94120. Un employeur qui revendique la parité de l'emploi pour tous.

À propos de l'auteur



Antony Cyril Sutton est né le 14 février 1925 en Angleterre et a passé la majorité de son existence aux États-Unis, dont il est devenu citoyen en 1955. Il s'est éteint le 17 juin 2002 et nous a légué une œuvre qui restera pour beaucoup un modèle d'investigation des coulisses de l'Histoire.

Docteur ès sciences de l'université de Southampton (GB), diplômé d'économie et de génie civil, ayant fréquenté les universités de Londres et de Göttingen (RFA), Sutton a travaillé dans les domaines de l'exploitation minière ainsi que de l'industrie du Fer et de l'Acier avant d'obtenir un diplôme de l'UCLA. Il fut ensuite professeur d'économie à l'Université d'État de Californie, à Los angeles, puis chercheur à l'Université de Stanford pendant sept ans.

C'est pendant qu'il était à l'Institut Hoover (à Stanford) qu'il écrivit deux ouvrages définitifs sur la technologie soviétique, à savoir ***Western Technology and Soviet Economic Development*** (en 3 tomes : 1917-1930 / 1930-1945 / 1945-1965, Palo Alto : Hoover Institution Press, 1971 – toujours publiés 25 ans plus tard), qui sera suivi de ***National Suicide: Military Aid to the Soviet Union*** (New Rochelle : Arlington House Publishers, 1973). Il montre dans ce dernier comment les bases des technologie et industrie d'État soviétiques – lesquelles furent ensuite mises à contribution afin d'approvisionner les

Nord-Vietnamiens en armes et en matériel pour tuer et blesser des soldats américains – avaient été fournies par des firmes américaines et pour la plupart financées par les contribuables américains. De leurs plus grandes fonderies d'acier et de fer à leurs usines d'automobiles, en passant par leur roulement à billes de précision et leurs ordinateurs, la plupart des grandes sociétés industrielles soviétiques ont été établies avec l'aide ou l'assistance technique américaines.

Le professeur Richard Pipes, de l'Université de Harvard, raconte dans son livre, ***Survival Is Not Enough*** *{Il ne suffit pas de survivre}*: ***Soviet Realities and America's Future*** (New York : Simon & Schuster, 1984) : *"Dans son récit détaillé en trois tomes sur la fourniture de matériel et de technologies occidentaux aux Soviétiques [...], [Antony] Sutton débouche sur des conclusions qui embarrassent nombre d'hommes d'affaire et d'économistes. Son oeuvre a de ce fait tendance à être écartée d'un revers de main comme trop 'extrême', ou bien, le plus souvent, tout simplement ignorée."* Sutton en avait trop fait, et sa carrière confortablement payée d'universitaire du sérail se trouvera ainsi menacée, en même temps qu'il se fera dire qu'il "n'y survivrait pas". Sur pression de la Maison-Blanche, l'Institut Hoover décidera alors arbitrairement de lui retirer sa dotation de recherche et il perdra son poste.

Ses livres le conduisirent de fait à plus de questions que de réponses :

– Pourquoi les É.-U. avaient-ils aidé leur ennemi à se construire ?

– Pourquoi les É.-U. aidèrent-ils l'Union soviétique à se construire ?

– Pourquoi avaient-ils également transmis certaines de leurs technologies à l'Allemagne de Hitler ?
– Pourquoi le gouvernement de Washington veut-il étouffer ces faits ?

Intrigué par les puissants intérêts qui avaient initié son discrédit, il se met à faire des recherches et rédige trois autres ouvrages, qui traitent du soutien financier et politique apporté par les banquiers internationaux de Wall Street à trois variantes du socialisme. Ceux-ci seront tous publiés dans les années 1970 sous les titres de ***Wall Street and the Bolshevik Revolution***, ***Wall Street and the Rise*** *{ascension}* ***of Hitler***, et ***Wall Street and FDR*** *{Franklin Delano Roosevelt}*. Quelqu'un lui envoie alors une liste des membres des "Skull & Bones" *{"Crâne & Os"}* et un tableau d'ensemble lui apparaît alors... Et quel tableau d'ensemble ! Une société secrète plurigénérationnelle ayant ses racines hors des É.-U., dont les ramifications s'étendent à toutes sortes de domaines et dont les débuts remontent à l'influence des "Illuminati" dans l'Allemagne des années 1830. Il en résultera en 1983 la publication majeure d'Antony Sutton, à savoir ***America's Secret Establishment - An Introduction to the Order of Skull & Bones***.

Après avoir quitté Stanford, il publie ***The Phoenix Letter***, une lettre d'information mensuelle sur les abus du pouvoir (toujours publiée de nos jours), puis lance, en 1990, ***Future Technology Intelligence Report***, une autre lettre d'information qui évoque des technologies ayant été interdites.

Fervent défenseur de la constitution américaine, Sutton exprimait ouvertement son mépris pour l'usurpation du pouvoir politique dont Washington

s'est rendu coupable... mais toujours en se basant sur les faits.

On citera en conclusion, et en hommage à ce chercheur exceptionnel, un extrait de sa préface de la réédition de 2002 d'***America's Secret Establishment*** (Walterville : Trine Day, 2002) :

*"On a peu parlé d'**America's Secret Establishment**, qui fut l'objet de trop rares critiques et du mépris des principaux diffuseurs [américains], cela fait cependant 16 ans qu'il se vend au rythme régulier de plusieurs centaines d'exemplaires par mois. De telles sorties ont à leur tour engendré d'autres articles et livres issus d'autres auteurs. Mais mon intention réelle, qui était d'initier l'exploration de la façon dont l'hégélianisme avait influencé l'Amérique moderne, n'a pu être satisfaite. Cela peut en grande partie être attribué à un système d'éducation, fondé sur une philosophie hégélienne étatiste, qui a déjà atteint son objectif d'abêtir l'Amérique. Cette philosophie désastreuse et destructrice, source commune du nazisme et du marxisme, a infecté et corrompu notre république constitutionnelle. C'est principalement un groupe de 'Bonesmen' {membres des 'Skull & Bones'} de Yale qui est à blâmer de cette corruption. Leur symbolique du crâne et des os, comme leur philosophie hégélienne, parlent entièrement d'elles-mêmes, bien qu'ils puissent, avec la duplicité qui les caractérise, vous faire croire tout autre chose. L'hégélianisme est une glorification de l'État, ainsi qu'un vecteur de diffusion d'idées et de politiques étatistes, autant que matérialistes, au sein de l'éducation, des sciences, de la politique et de l'économie."*

"Nous n'avons aucune objection à l'existence de leur clan, et nul ne saurait leur disputer ce droit ; il n'y a que le plan selon lequel ils agissent qui ne laisse pas de nous interroger – *qu'il n'y ait que celui qui porte leur emblème sur la poitrine, et celui-là seul, qui puisse être considéré comme le meilleur pour n'importe quel poste.*"

Yale, 1873,
un étudiant anonyme